



Programme Majeur Politique Sécurité Alimentaire

## Rapport d'activités 2001

*Avril 2002*

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR  
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

---

SECRETARIAT EXECUTIF

---

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE

---

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2001**

Avril 2002

---

SECRETARIAT EXECUTIF : 03 BP. 7049 Ouagadougou 03 BURKINA FASO - Tél (226) 30 67 58/59 - Fax (226) 30 67 57 - E-mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf) - Web : [www.cilss.org](http://www.cilss.org)  
CENTRE REGIONAL AGRHYMET : BP. 11011 Niamey, NIGER - Tél (227) 73 31 16/73 24 36 - Fax (227) 73 24 35 - E-mail : [admin@sahel.agrhymet.ne](mailto:admin@sahel.agrhymet.ne) - Web : [www.agrhymet.ne](http://www.agrhymet.ne)  
INSTITUT DU SAHEL : BP. 1530 Bamako, MALI - Tél (223) 22 21 48/23 02 37 - Fax (223) 22 23 37/22 59 80 - E-mail : [Idriss@agrosoc.insah.ml](mailto:Idriss@agrosoc.insah.ml)

## SOMMAIRE

<b>ABREVIATIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>I. INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>II. RAPPEL DES OBJECTIFS.....</b>	<b>6</b>
<b>III. POINT DES ACTIVITES REALISEES EN 2001.....</b>	<b>6</b>
3.1. Coordination.....	6
3.2. Activités techniques.....	7
3.3. Situation de financement 2001.....	20
3.4. Collaboration avec les autres Programmes Majeurs et Institutions partenaires.....	21
3.5. Contraintes générales.....	25
<b>IV. PERSPECTIVES 2002.....</b>	<b>25</b>
4.1. Programme de travail 2002.....	25
4.2. Besoins de financement 2002.....	31
<b>ANNEXES</b>	<b>33</b>
Bilan physique des réalisations 2001	
Plan d'Opération 2002	
Evaluation qualitative d'impacts – période 1999-2001	

**ABREVIATIONS**

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AGRHYMET	Centre Régional d'Agro-Hydro- Météorologie du CILSS
AO	Afrique de l'Ouest
BAA	Bulletin Agroalimentaire
BC	Bureau Conseil
BRF	Bourse Régionale de Fret
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGPMP	Coordonnateur Général des Programmes Majeurs Politiques
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMA/AOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CNC	Cadre National de Concertation
CONACILSS	Correspondant National du CILSS
CR	Croix Rouge
CRAT	Centre Régional Africain de Technologie
CTG	Comité Technique et de Gestion
DIAPER	Projet d'Amélioration des Instruments de Diagnostic Permanent
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FERAP	Projet de Fluidification des Echanges et de Rapprochement des Politiques Agricoles et Alimentaires
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FISCR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
MIFRAC	Mission Française d'Appui au CILSS
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
PAAT	Produits AgroAlimentaires Transformés
PADLOS	Projet d'Appui au Développement Local au Sahel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PASA	Programme d'Ajustement sectoriel Agricole
PISA	Programme d'Investissement Sectoriel Agricole
PMPGRN	Programme Majeur Politique de Gestion des Ressources Naturelles



PMPSA	Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PREGEC	Projet de Prévention et de gestion des Crises Alimentaires
PROCELOS	Projet de Promotion des Céréales Locales au Sahel
PRORES	Projet de Réflexion Stratégique
PRRD	Programme de Restructuration et de Relance Durable du CILSS
REAO	Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest
REFESA	Réseau des Femmes au Sahel
ROCAFREMI	Réseau Ouest et Centre Africain de recherche sur le Mil
ROCARS	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche sur le Sorgho
RPMP	Responsable de Programme Majeur Politique
RNP	Relais National PROCELOS
SA	Sécurité Alimentaire
SP	Secrétaire Permanent
TPA	Réseau Technologie et Partenariat en AgroAlimentaire
TDR	Termes de Référence
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UO	Unité Opérationnelle
UPADS	Unité d'Appui à la Promotion de l'Agriculture Productive et Durable au Sahel
UPPME	Unité de Promotion des Micros, Petites et Moyennes Entreprises Locales
USAID	United States Agency For International Development (Agence des Etats Unis pour le Développement International)
USPA	Unité d'Appui aux Stratégies et Politiques de Sécurité Alimentaire
WATAC	West African Technical Advisory Committee

## I. INTRODUCTION

L'année 2000 a été une année particulière à plus d'un titre. D'abord, elle a été débordante en activités de réflexion stratégique et opérationnelle. On notera dans ce cadre l'effort d'opérationnalisation de l'exercice Sahel 21 conformément aux conclusions du 1<sup>er</sup> Forum des sociétés sahéniennes et du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenus à Banjul en 1997. Un cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans un contexte de lutte contre la pauvreté au Sahel (CSSA) a été élaboré et examiné. Ce processus a impliqué l'ensemble des composantes et des acteurs socio-économiques et culturels de la région. Parallèlement, des tentatives heureuses ont été initiées pour influencer les programmes en cours ; autrement dit, essayer d'intégrer dans lesdits programmes les aspects de Sahel 21 immédiatement opérationnels.

Il y eu par ailleurs toute la dynamique de consolidation et d'animation du Groupe Ministériel d'Animation et de Proposition (GMAP) qui a été un temps fort de la collaboration CILSS/Club du Sahel dans la recherche d'une meilleure expression des préoccupations de développement des sahéniens et une présence appropriée des décideurs sahéniens dans les foras internationaux munis de propositions « faites maison ».

Enfin, l'événement le plus marquant pour le CILSS de l'an 2000 a été le 13<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement. C'est là que le CSSA a été adopté et retenu comme cadre de référence pour tous les pays et pour le CILSS dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales et régionale de sécurité alimentaire. Pour montrer toute l'importance d'un tel cadre, les Chefs d'Etat ont fait une déclaration dénommée « Déclaration de Bamako » qui sert de décret d'application au CSSA.

Les éléments constitutifs de cette particularité de 2000, notamment les événements de Bamako ont constitué l'amorce d'un nouvel élan de l'Institution, élan qui prônerait une ère nouvelle pour le CILSS. C'est en cela que **l'année 2001, première année de ce nouveau départ** en est en même temps l'antichambre pour les raisons suivantes :

- Le plan triennal 1999-2001 est toujours en cours d'exécution ; les programmes sont donc obligés de respecter le cadre logique établi et adopté en son temps par les instances statutaires du CILSS ;
- Les nouvelles orientations définies dans le CSSA devront nécessairement être prises en compte ; les programmes, notamment ceux de sécurité alimentaire devront de ce fait être progressivement revus pour être en cohérence avec ce cadre de référence unique.

Aussi, le Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMPSA) a, dès le début de 2001, tenté de mettre en place un mécanisme à double vitesse à savoir suivre le cadre logique 1999-2001 et être en même temps dans la ligne de mire du CSSA. C'est ce souci de recherche de la cohérence qui a guidé le processus d'élaboration et de réalisation du programme d'activités 2001 du PMPSA dont le présent rapport fait l'état d'exécution et trace les perspectives pour l'année à venir.

## II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS DU PMPSA

### 2.1 OBJECTIF STRATEGIQUE

Les priorités du CILSS en matière de sécurité alimentaire découlent de son plan décennal 1994-2004 ; elles intègrent de ce fait l'ensemble des dimensions de la problématique telles qu'elles apparaissent dans le nouveau contexte sahéni : un Sahel demeurant extrêmement fragile avec comme variables essentielles la vulnérabilité des écosystèmes, l'urbanisation croissante et rapide, la diversification progressive des économies de la zone, la faiblesse des institutions, la versatilité des marchés et les limites de l'émigration vers le Nord.

Dans ce nouveau contexte, l'objectif stratégique du PMPSA est le suivant :

**Contribuer à créer au Sahel des conditions d'un développement durable dans la perspective d'une intégration régionale à travers la recherche de la sécurité alimentaire durable et la gestion rationnelle des ressources naturelles**

### 2.2. OBJECTIF OPERATIONNEL

La réponse à cet objectif passe à terme par la réalisation de l'objectif opérationnel suivant :

**Les conditions d'une sécurité alimentaire durable sont créées dans la perspective d'un espace sahéni intégré et ouvert**

### 2.3. RESULTATS ATTENDUS

- *Des stratégies et politiques agricoles et alimentaires harmonisées aux niveaux national et régional sont élaborées et mises en œuvre.*
- *Les mécanismes et les capacités de prévention et de gestion de crises alimentaires au niveau des pays et au niveau régional sont améliorés et renforcés.*
- *Les conditions d'une croissance durable de production et de la productivité sont connues et mises en œuvre dans les Etats.*
- *Des stratégies de promotion/développement des micros PME locales sont élaborées et mises en œuvre dans le secteur de la transformation agroalimentaire.*

## III. POINT DES ACTIVITES REALISEES EN 2001

### 3.1. COORDINATION

Au moment du démarrage du programme de travail 2001, l'espoir était de mise pour la satisfaction de l'essentiel des conditions préalables à la concrétisation de l'approche programme : règles de fonctionnement et d'organisation du travail claires au sein du Programme Majeur, rationalisation du processus de prise de décision d'exécution des activités, allègement des procédures, etc...

Au cours de l'année, des efforts importants ont été déployés par la Coordination Générale des Programmes Majeurs Politiques (PMP) en vue de mieux organiser le travail au sein des PMP. Les rencontres de concertation et de coordination, présidées par le CGPMP et impliquant les Responsables PM, les Chefs d'Unités Opérationnelles, les experts et les partenaires au développement se sont institutionnalisées. D'autre part, les concertations et échanges informels et formels sur les dossiers avant prise de décision se sont multipliés non seulement entre le CGPMP et le RMPMPSA mais aussi, entre le RMPMPSA et les Chefs d'Unités. Les rapports d'activités, notamment ceux des missions, sont largement diffusés. Ces rencontres et échanges ont permis une plus grande fluidité dans la circulation de l'information sur les activités conduites et le renforcement de la synergie entre les unités du Programme et entre les deux PM Politiques.

Malgré ces efforts, la question faisant du Programme Majeur, la structure administrative, technique et financière, jouant le rôle d'interface entre les activités opérationnelles et le Noyau Central, conformément au PRRD et à l'approche programme, n'est toujours pas réglée. Il y a lieu de faire des efforts entre autres dans le sens de : (1) l'adoption du principe de devis programme préétabli qui servirait de tableau de bord pour le CGPMP, le RPM et le CDG, (2) l'établissement de règles et procédures claires de traitement des dossiers, notamment ceux venant du noyau central ou de l'extérieur et ceux partant vers l'extérieur à partir du PM.

### 3.2. ACTIVITES TECHNIQUES

Au cours de l'année 2001, les activités du PMPMPSA ont porté sur l'ensemble des quatre (4) résultats. Le bilan se présente comme suit :

**Résultats 1 : Des stratégies et politiques agricoles et alimentaires harmonisées aux niveaux national et régional sont élaborées et mises en œuvre.**

#### A11. CADRE DE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Le CILSS, la CEDEAO et l'UEMOA avaient convenu en fin 2000 de monter un processus commun de conception et d'élaboration d'un Cadre de Politique Agricole Commune. L'ambition de cette initiative était d'éviter les duplications et pertes inutiles de ressources et de temps, en vue de déboucher sur des programmes cohérents prenant en compte les avantages comparatifs de chacune des trois Institutions.

Cette initiative conjointe n'a pas donné les résultats escomptés car l'UEMOA a décidé de mener seule l'étude d'élaboration de la politique agricole commune pour sa zone. Pour contourner cette difficulté, le CILSS et la CEDEAO ont convenu de renforcer l'axe Ouagadougou-Abuja. Les éléments d'un programme conjoint CILSS/CEDEAO relatif à

l'élaboration d'une stratégie régionale de développement agricole pour l'Afrique de l'Ouest et le Tchad sont disponibles.

L'initiative de disposer d'un programme conjoint avec la CEDEAO demeure opportune et pertinente. Il est donc nécessaire de renforcer l'axe Ouaga-Abuja. Pour parer au plus pressé, le CILSS pourrait aussi envisager d'étendre les travaux de l'UEMOA aux autres quatre pays du CILSS non membres de l'UEMOA (Cap Vert, Gambie, Mauritanie et Tchad).

En ce qui concerne le mécanisme de suivi analyse des politiques nationales, la révision des indicateurs est terminée. Les dispositions sont en cours pour l'élaboration des situations de référence, la constitution des équipes nationales et le transfert de la banque des données du CILSS dans les pays déjà prêts. Egalement, il est prévu de mettre en place courant 2002 un cadre de concertation inter Etats des responsables d'Unités Nationales de Politique Agricole ou assimilés qui aura pour tâche : (1) l'élaboration d'un plan d'action régional de rapprochement des politiques nationales, (2) l'opérationnalisation et l'animation du système de suivi et analyse des politiques agricoles nationales.

#### **A12. ELABORATION D'UNE STRATEGIE REGIONALE DE SECURITE ALIMENTAIRE**

L'opérationnalisation du cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel (CSSA) adopté par le Sommet de Bamako (novembre 2000) a démarré avec la rencontre régionale de lancement du processus d'élaboration des stratégies nationales et régionale à l'horizon 2015 et des programmes quinquennaux 2003-2007.

La rencontre a réuni des participants en provenance des pays membres du CILSS, des réseaux régionaux d'acteurs professionnels du secteur agricole et agroalimentaire, des réseaux d'acteurs de la société civile, des agences de coopération, du CILSS ainsi que d'autres OIG de la région ouest-africaine.

Elle a permis de : (1) avoir un consensus autour des activités intégrées dans le processus, (2) adopter une méthodologie de travail partagée par l'ensemble des acteurs, (3) adopter un plan d'action opérationnel pour le régional et le national (activités, produits finis, responsabilité, calendrier, etc...).

**121. Dans les pays,** la situation du processus d'opérationnalisation se présente comme suit :

**a)- Burkina Faso.** Ce pays dispose déjà d'une stratégie bien articulée avec le CSSA. Un appui a été fourni par le CILSS pour élaborer un programme plus opérationnel. Cette étape connaît quelques difficultés de démarrage.

**b)- Cap Vert.** On constate l'amorce d'un bon départ dans ce pays. Les consultations des groupes spécifiques (administrations, ONG, municipalités) sont terminées ainsi que la phase de réalisation du diagnostic. Le processus d'élaboration de la stratégie elle-même est en cours. Le retard est dû essentiellement au fait l'essentiel des experts concernés sont également sur le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Leur implication est aussi un avantage d'autant que le problème de synergie entre les deux initiatives est résolu.

**c)- Gambie.** Le premier draft des documents de stratégie et de programme est disponible.

**d)- Guinée Bissau.** Le premier draft des documents de stratégie et de programme est disponible. Le diagnostic fait est de bonne facture. Par contre, la partie « stratégie et programme » est à améliorer.

**e)- Mali.** Les consultations régionales sont terminées. De même, le premier draft est disponible. Il est en correction suite aux observations de l'équipe régionale. Le Mali est le pays le plus avancé.

**f)- Mauritanie.** Les choses n'ont toujours pas démarré. L'équipe de consultant est en place ainsi que le comité de pilotage. Mais, les travaux à proprement parler n'ont pas commencé. Il ressort des discussions que la partie Mauritanie suit le rythme d'élaboration de son CSLP.

**g)- Niger.** Ce pays a démarré le processus en trombe avec la réalisation du diagnostic. Depuis, les choses évoluent assez lentement avec les consultations régionales.

**h)- Sénégal.** Le premier draft est disponible, un document de très bonne facture. Les consultations des groupes spécifiques sont terminées ; le comité de pilotage est en train d'engager le processus des consultations régionales comme ce fut le cas au Mali.

**i)- Tchad.** Ce pays a démarré le processus d'opérationnalisation en trombe avec le diagnostic, les consultations de groupe. Les consultations régionales sont en cours. Par ailleurs, l'exercice d'élaboration de la stratégie et du programme quinquennal est avancé.

Le financement de ce processus est assuré par le CILSS sur fonds UE et USAID.

**122. Au niveau régional**, trois réunions ont été organisées. La première (25-28/09/01) était une retraite des cadres des Programmes Majeurs Politiques. Elle avait pour but de matérialiser la contribution desdits Programmes au processus d'opérationnalisation du CSSA. Elle a permis de : (1) positionner les activités en cours par rapport aux cinq (5) objectifs spécifiques et résultats du Cadre Stratégique, (2) faire l'analyse de performance de ces activités, (3) identifier les activités améliorantes, les activités innovantes et les lignes d'interventions prioritaires. Cet exercice de formulation de contributions s'est poursuivi au sein des Unités Opérationnelles et a abouti sur une proposition d'éléments de stratégie régionale de sécurité alimentaire à l'horizon 2015 et de programme quinquennal 2003-2007.

La seconde et la troisième réunions ont regroupé les membres de l'équipe de pilotage du processus et les consultants. Elle a permis de : (1) faire le point sur l'état d'avancement du processus, (2) finaliser le canevas du document de la stratégie régionale et du programme quinquennal, (3) partager les informations disponibles, (4) identifier les informations manquantes et les stratégies de les obtenir, (5) élaborer le plan d'action pour les étapes suivantes.

Ce processus d'opérationnalisation est sous la responsabilité du Coordonnateur des Activités de Réflexion Stratégique. Il est appuyé à la demande par le PMPSA autant que par les autres Programmes Majeurs (PMGRN, PMI, PM AGROSOC, PMF et PMPOD).

### **A13. REDUCTION DES ENTRAVES AUX ECHANGES REGIONAUX**

#### **131. Amélioration des performances organisationnelles, techniques, institutionnelles et de gestion des cadres nationaux de concertation (CNC) des pays du sous espace Centre**

Les appuis ont été focalisés sur le processus de structuration des CNC et à l'élaboration des documents de fins d'année (rapport techniques et programmes de travail 2002). Les appuis par pays peuvent être spécifiés de la manière suivante :

**Pour le Burkina Faso**, les interventions du CILSS (appuis technique et financier) ont porté sur l'organisation de l'assemblée générale au cours de laquelle les textes organiques du CNC ont été adoptés et le nouveau bureau démocratiquement élu mis en place.

**La Côte d'Ivoire** a bénéficié de l'expérience du Burkina Faso pour élaborer et engager le processus de mise en place du nouveau bureau du CNC qui sera piloté par le secteur privé. La préparation logistique de l'assemblée générale est en cours.

**Au Ghana**, l'appui a été ciblé sur la réorganisation du bureau du CNC avec le transfert de la présidence au secteur privé. Un opérateur économique privé a pris la direction des affaires. Un programme de restructuration du CNC conformément aux recommandations de la réunion d'Abidjan est en cours d'exécution.

**Au Niger**, la représentativité du bureau actuel du CNC est mise en cause par les opérateurs économiques et l'administration. Des appuis conseil ont été fournis pour engager le processus de structuration du CNC Elevage et son élargissement aux autres produits d'origine végétale en vue de le transformer en un CNC multifilières fonctionnel et représentatif. L'acquis le plus visible au delà de l'exécution du programme de travail 2001 est sans contexte la relance des activités qui a permis de faire à la base un excellent travail d'information, de sensibilisation, d'organisation et de structuration. La phase d'opérationnalisation est en cours actuellement. Les projets de textes sont disponibles. Il reste à les adopter lors de l'assemblée générale qui mettra en place le nouveau bureau.

Sur les six CNC structurés ou en voie de l'être, seuls les bureaux des CNC Elevage Burkina Faso, du Mali et du Togo ont été mis en place sur une base démocratique. En d'autres termes, les recommandations des rencontres d'Abidjan (1996) et Lomé (1997) s'exécutent lentement. Notons aussi que d'autres types de contraintes handicapent toujours le fonctionnement normal des Cadres. Elles concernent entre autres :

- l'attentisme des CNC en place ;
- les CNC considérés comme des antennes du CILSS ;
- le faible niveau des appuis catalytiques financiers du CILSS.

Face à tous ces problèmes, il est apparu nécessaire de procéder à une évaluation des CNC dont les résultats ont été examinés par les participants à la réunion des CNC et des opérateurs économiques tenue à Accra du 22 au 25 Octobre 2001.

#### **132. Problématique du transport et de la gestion du fret retour.**

Les interventions du CILSS dans ce domaine ont été focalisées sur le renforcement de la bourse de fret du Burkina Faso. Dans ce cadre, le CBC qui en assure le secrétariat a bénéficié de l'appui technique et financier du PMPSA pour



d'une part, l'élaboration des documents techniques relatifs à la dynamisation de l'initiative et d'autre part, la réalisation du processus de déconcentration de ses structures d'animation sur le terrain.

Les appuis prévus en 2001 pour la mise en place des BNF de la Côte d'Ivoire, du Mali, Niger et du Togo en perspective de la création de la BRF du sous-espace Centre n'ont pas totalement été mobilisés. Il y a l'appui catalytique financier fourni spécifiquement au Niger à cet effet et l'appui technique au Togo. Les appuis prévus en faveur des pays du sous-espace Ouest (Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie et Sénégal) n'ont pu être concrétisés à cause essentiellement du niveau d'avancement du processus de relance des activités dans ce Sous-Espace.

Au niveau régional, des pistes de collaboration avec l'Union des Conseils des Chargeurs Africains (UCCA) ont été identifiées en vue de la création d'une bourse régionale de fret. Il s'agit maintenant de confirmer ces pistes dans un accord cadre de collaboration assorti d'un programme conjoint.

### **133. Tracasseries routières et administratives**

Deux dossiers ont fait l'objet d'attention particulière à savoir l'Observatoire des pratiques anormales au franchissements des Frontières (OPRAF) et le Convoyage.

**1. Dossier OPRAF.** Pour faire avancer le dossier OPRAF, deux réunions régionales ont été organisées. La première (août 2001) a concernée l'information la plus large possible de l'ensemble des acteurs concernés par l'exercice (commerçants import/export, transporteurs, administrations des transports, forces de l'ordre, partenaires au développement, etc.). Elle a confirmé les éléments de la phase pilote adoptée par la réunion de lancement de Bamako (avril 2000) et remanié le comité de pilotage en l'élargissant aux acteurs nationaux (opérateurs économiques, forces de l'ordre) et aux partenaires au développement, en particulier l'USAID et l'UE.

La seconde rencontre (octobre 2001) était la première réunion du Comité de Pilotage de l'OPRAF. Elle a porté sur l'examen et l'adoption du mandat du Comité de Pilotage. Le Comité a pu convenir d'une organisation et d'un fonctionnement types, compléter sa composition et définir les attributions du secrétariat technique qui a été confié au CILSS ainsi que la coordination des activités. Il a également décidé du principe de rencontres trimestrielles et chaque fois que de besoin.

Il a par ailleurs examiné et adopté le chronogramme d'activités de la phase pilote de l'OPRAF. Le chronogramme ainsi actualisé apporte des précisions sur les activités, la période de mise en œuvre et les responsables d'exécution pour tenir compte du nouveau contexte et des besoins d'efficacité.

Il a enfin procédé au dépouillement des offres des bureaux soumissionnaires pour la réalisation de la phase pilote de l'OPRAF. Ce dépouillement a été réalisé suivant les règles de l'art requises. Il a été effectué selon des critères préalablement et consensuellement convenus. Les résultats ont été adoptés à l'unanimité des membres présents et consignés dans un procès-verbal.

A l'issue des travaux, les membres du Comité de Pilotage ont :

**a)-** lancé un appel aux autres membres du Forum Ouest Africain (FOA) pour une conduite concertée et unitaire de la phase pilote de l'Observatoire. Pour ce faire, il a été recommandé au CILSS de rentrer en contact avec la CEDEAO, le REAO et l'UEMOA afin de susciter leur participation active à la dynamique en cours et de tenir régulièrement informés tous les membres de l'évolution du dossier.

**b)-** décidé du principe d'une présidence tournante lors de ses réunions et recommandé son élargissement à l'Union des conducteurs routiers de l'Afrique de l'Ouest au regard du rôle important et déterminant de cette catégorie d'acteurs dans les systèmes de transports.

Il faut rappeler que ce dossier est resté tout le premier semestre pour la mêmes raisons évoquées dans le rapport 2000. En effet, le dépouillement des offres n'a pu être fait à cause des incompréhensions et divergences de point de vue entre le CILSS et certains membres du REAO qui ont l'intention d'être juge et partie dans le processus.

**2. Dossier « Convoyage ».** Un comité régional restreint constitué d'experts nationaux (commerçants, forces de l'ordre, transporteurs, convoyeur) et du CILSS a été mis en place pour mettre en œuvre le plan d'action régional actualisé de réduction des entraves élaboré par la rencontre de Niamey. Ce comité, appelé Comité Régional de Suivi (CRS), s'est doté d'un plan triennal de suivi du plan d'action en question lors de sa première réunion tenue en mai 2001 à Lomé.

Pour le reste de l'année, les efforts du Comité Régional de Suivi (CRS) ont été focalisés sur la sensibilisation des acteurs nationaux et régionaux en vue de la réduction des entraves et sur la confection d'une carte routière sous-régionale. Les cinq projets de carte routière nationale disponibles (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo) ont été examinés lors de la 2<sup>ème</sup> réunion du CRS tenue à Accra en Octobre 2001.

Par rapport au convoyage proprement dit, il est à noter que cette activité continue sous sa forme « passage obligé » rejetée par les opérateurs économiques burkinabé, nigériens et maliens. La situation s'est quelque peu empirée avec l'apparition d'autres acteurs, notamment le Syndicat des Importateurs et Commerçants de Bétail et Volaille de Côte d'Ivoire (SYNCOVB-CI).

Les dossiers ci-dessus évoqués ont fait l'objet d'un bilan global et critique lors de la 6<sup>ème</sup> réunion des Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Elevage du sous-espace Centre tenue à Accra au Ghana en octobre 2001. Cette rencontre de haut niveau qui se tient chaque deux ans a été précédée de celle des CNC et des opérateurs économiques. Elle a permis : (1) de faire le point de l'exécution des résolutions de la réunion tenue à Bamako en juin 1998, (2) de formuler de nouvelles orientations pour le biennium 2002-2003, (3) de définir des axes d'intervention et (4) faire des recommandations visant la construction d'un marché sous-régional dynamique et compétitif à travers la fluidification des échanges sous-régionaux des produits agroalimentaires locaux et le rapprochement des politiques nationales.

#### **134. Relance des activités dans le sous-espace Ouest**

Le PMPSA, sur la demande unanime des opérateurs économiques, s'est engagé à appuyer une initiative concertée pour relancer les activités de promotion des échanges inter Etats dans le SEO. Cette démarche a été dictée également par le souci de partager les expériences du Sous-Espace Centre et de favoriser une expression optimale des potentialités et opportunités dont disposent les pays du Sous-Espace Ouest.

La démarche opérationnelle pour conduire le processus a comporté trois (3) étapes essentielles :

**1. La réunion restreinte préparatoire.** Elle s'est tenue en juin 2001 à Dakar. Elle a regroupé des délégués des pays concernés et a permis d'une part, de vérifier la pertinence, le bien-fondé et la réceptivité de l'initiative en cours et d'autre part, de convenir des modalités pratiques de sa mise en œuvre.

**2. L'organisation d'ateliers nationaux.** Cette deuxième étape a permis aux pays d'établir un bilan critique de la mise en œuvre du Plan d'Action de Nouakchott et de définir un programme triennal de travail. Ces programmes nationaux feront l'objet de discussion en vue de l'ouverture de dossiers communautaires et fédérateurs.

**3. La rencontre régionale de relance des activités dans le sous-espace.** Elle a eu lieu en août 2001 à Bamako. Elle a permis d'actualiser le plan d'action de Nouakchott et de définir les éléments du programme triennal 2002-2004 assorti d'un mécanisme approprié de promotion des opportunités d'affaires et de partenariat entre les opérateurs économiques du sous-espace.

#### **A14. DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME D'INFORMATION COMMERCIALE A VOCATION REGIONALE**

Comme souligné dans le rapport annuel 2000, le processus de mise en place d'un système d'information commerciale non discriminatoire à vocation régionale connaît quelques difficultés d'ordre technique (manque de données, d'informations, divergences méthodologiques), humain, financier et matériel. Aussi, la production et la publication de « flash hebdo » qui avait été reprise en janvier a été suspendue de nouveau en mars 2001 à cause essentiellement de la non mise à disposition des pays concernés des fonds d'appui.

Une réflexion concertée sur les conditions optimales de mise en place du système régional a été conduite au sein du PMPSA. Les résultats de cette réflexion ont été examinés par les Ministres lors de leur 6<sup>ème</sup> réunion tenue à Accra en octobre. De nouvelles orientations sont données au CILSS pour mettre en place et animer un système d'information qui impliquerait tous les acteurs (opérateurs économiques, réseaux, OIG) et répondrait mieux aux préoccupations à la fois individuelles et collectives.

## **A15. DEVELOPPEMENT DES OPPORTUNITES D'AFFAIRES A L'ECHELLE REGIONALE**

### **151. Structure régionale privée de promotion des échanges des produits agroalimentaires dans le sous-espace Centre**

Le PMPSA appuie depuis 1999 le processus de création d'une structure régionale de promotion des échanges entièrement pilotée par les opérateurs économiques. La contribution du PM durant cette année a porté sur l'appui l'élaboration du programme de travail 2001, du montage du dossier du voyage de prospection, de recherche de débouchés et de partenariat en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo, la mise en contact avec la BOAD et les CNC des pays concernés ainsi la programmation de la prise en charge de 80% des frais de la mission de prospection, de recherche de débouchés et de partenariat au Ghana et au Togo. La réalisation de cette mission accuse un retard imputable à la divergence de programmes des membres de la délégation de la dite mission.

### **152. Projet « Marchés Frontaliers »**

Ce projet a démarré en 1999 et porte sur l'amélioration de la commercialisation et le commerce régional du bétail sur pied en Afrique de l'Ouest. Il couvre six pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Nigeria). Il bénéficie de l'appui technique de la FAO et de l'appui financier du Fonds Commun pour les Produits de Base (CFC) et des opérateurs économiques du secteur. Ces activités portent essentiellement sur la réhabilitation des marchés existants (Bittou et Niangoloko au Burkina Faso et Sikasso au Mali), la formation, l'information, la construction des gîtes d'étape (composante 1) et sur la détermination des motivations économiques appropriées et d'un cadre politique pour améliorer la commercialisation et le commerce régional du bétail sur pied (composante 2). Au cours du premier semestre, les activités ont porté sur :

#### **1. Coordination et Gestion du Projet**

Au cours de l'année écoulée, la coordination a consisté, essentiellement à : (i) la préparation et à la finalisation des documents du troisième Comité de Pilotage ; (ii) au suivi des activités sur le terrain ; (iii) la prise des dispositions pratiques pour le démarrage effectif des activités du Projet au Ghana, en Côte d'Ivoire, Niger et au Nigeria ; (iv) et la réalisation de l'audit comptable et financier à mi-parcours par un cabinet indépendant.

Le Comité de Pilotage s'est tenu du 22 au 23 mai 2001 à Ouagadougou et a regroupé le CILSS, l'ILRI, la FAO, le CFC et un représentant des opérateurs économiques (l'UNACEB du Burkina Faso). Il a permis de faire le bilan des activités 2000 et d'adopter le programme de travail et le budget 2001.

#### **2. Amélioration des infrastructures et équipements des « Marchés Frontaliers » existants**

Deux principales activités ont été réalisées durant l'année 2001 :

**a)- La poursuite et l'achèvement des travaux de réhabilitation et de renforcement des infrastructures du marché à bétail de Niangoloko au Burkina Faso.** Ils portent sur la mise à disposition des infrastructures suivantes : une salle de réunion et de formation, un bureau vétérinaire, une rampe d'embarquement, un château d'eau, des abreuvoirs, des « boxes », un groupe électrogène, des étables et un hangar. Ces travaux sont terminés dans les délais, exception faite du lot n°2 qui a accusé un léger retard, avec la qualité requise. Ils ont été réceptionnés définitivement à la grande satisfaction des principaux utilisateurs.

**b)- La poursuite et l'achèvement des travaux de réhabilitation et de renforcement des infrastructures du marché à bétail de Sikasso au Mali.** Ce marché a bénéficié des infrastructures suivantes : bureau vétérinaire, étables, mangeoires, abreuvoirs, salle de formation et de réunion, chambres de passage, rampe d'embarquement, magasin d'aliment bétail, téléphones et matériels informatiques pour le système d'information sur les marchés. Les activités d'embouche de la coopérative en charge de la gestion dudit marché ont démarré avec force. En fin mai déjà, elle avait fait deux opérations d'exportation d'animaux engraisés (environ 60 têtes) en Côte d'Ivoire. Là également, les travaux sont terminés et sont bien appréciés par les opérateurs économiques. Il reste la réception définitive et le lancement officiel du marché prévus courant 2002.

#### **3. Réalisation des gîtes d'étapes**

Au cours de l'année, il a été procédé au démarrage des travaux de réalisation des gîtes d'étapes de Niangoloko (Burkina Faso) et de Sikasso (Mali), au montage des Dossiers d'Appel d'Offre des gîtes d'étapes de la Côte d'Ivoire et du Niger. Chaque gîte coûtera environ 20.000 dollars et comportera un service vétérinaire, un logement pour le vétérinaire, un magasin, des étables, un forage et des abreuvoirs. Ces gîtes d'étape sont des lieux de repos et de soins pour les animaux durant leur mouvement vers les marchés d'exportation et de consommation.

Il y a également la prise des dispositions préalables pour le démarrage des travaux des gîtes d'étape du Ghana et du Nigeria. Des comptes bancaires sont ouverts, les sites d'implantation du gîte sont identifiés et choisis par les



bénéficiaires directs, les bureaux conseil sont recrutés pour suivre et contrôler les travaux sur le terrain. En Côte d'Ivoire, le site d'implantation a été identifié et la nature des travaux définie.

#### **4. Amélioration des capacités organisationnelles et de gestion des opérateurs économiques**

Durant l'année les activités qui ont contribué à la mise en œuvre de cette sous composante ont trait à l'appui à l'organisation des « journées portes ouvertes » et à la « remise officielle des travaux de réhabilitation et de renforcement du marché à bétail de Bittou » au Burkina Faso. Ces deux événements ont respectivement eu lieu le 25 février et le 20 avril 2001 à Bittou sous la présidence du Ministre des Ressources Animales du Burkina Faso. Ils ont connu la participation des opérateurs économiques venant des provinces et villages environnants de Bittou. Les nouvelles infrastructures remises d'un coût global d'environ 24 millions comprennent la réfection de la clôture du marché à bétail, un magasin, un bureau vétérinaire, des étables, des abreuvoirs, un château d'eau équipé en pompe électrique et groupe électrogène et la rampe d'embarquement.

Les commerçants de bétail de Bittou ont la ferme volonté de transformer leur marché en un marché frontalier régional. Des activités de sensibilisation des importateurs du Ghana et des voyages d'étude au Mali et en Côte d'Ivoire sont programmés au cours de l'année 2002.

Au Mali, les coopératives des coopératives de commerçants de bétail des régions de Mopti, Ségou et Sikasso ont créé la Société de Gestion du Marché Frontalier dénommée **JIGIFA sa**. La société est dotée d'un Conseil Consultatif jouant le rôle de Conseil d'Administration du marché. Cette société compte organiser en 2002 un forum national sur les tracasseries administratives et routières en guise de restitution et de valorisation des résultats de la rencontre régionale sur le convoi organisé par le CILSS en 1999 à Niamey.

Malgré les acquis indéniables de ce projet, initiative phare du Fonds Commun pour les Produits de base, de multiples et diverses handicaps quotidiennement son fonctionnement normal. Elles se résument ainsi qu'il suit : (i) lourdeurs administratives et lenteur de procédures au niveau des Etats ; (ii) divergences de vues et d'intérêts entre opérateurs économiques, structures techniques d'appui et responsables politiques locaux dans le choix de site d'implantation des gîtes d'étapes ; (iii) insuffisance de l'enveloppe budgétaire allouée ; (iv) insuffisances relatives au suivi comptable et financier et à la lenteur des procédures de réapprovisionnement du compte du Projet.

#### **A16. APPUI AUX ETATS DANS LES NEGOCIATIONS REGIONALES ET INTERNATIONALES**

##### **161. Collaboration entre le CILSS et les autres OIG de la sous-région**

Durant ce semestre, des contacts et des échanges ont eu lieu entre le CILSS, la CEDEAO, l'UEMOA et les autres OIG (CMA/AOC, CRAT,...) et le FIDA. Ils ont porté d'une part, sur l'Observatoire de pratiques anormales et d'autre part, sur la formulation d'un programme commun de travail sur la politique agricole, les échanges régionaux, l'information, la formation/renforcement des capacités des acteurs, la recherche agricole et la gestion des ressources naturelles.

Si les échanges portant sur l'Observatoire des pratiques anormales n'ont pas donné jusque là les résultats escomptés, ceux portant sur les autres domaines de coopération ont abouti à la définition de programme commun dont la mise en œuvre bénéficiera de l'appui financier du FIDA. C'est ainsi que le CILSS, en tant que chef de file du groupe thématique « renforcement des capacités des acteurs » a bénéficié d'un financement de 80.000 dollars US pour la réalisation du programme de formation des CNC et des acteurs du commerce régional des produits agroalimentaires. Ce programme vise l'amélioration de la connaissance des règles de l'OMC, le renforcement des capacités de négociation des acteurs et la définition d'une position commune à l'Afrique de l'Ouest par rapport aux négociations de l'OMC. Un protocole de collaboration est signé à cet effet entre le CILSS et l'UEMOA. Les ressources ne sont toujours pas mobilisées.

##### **162. Négociations de l'OMC**

Un projet de proposition d'une position commune des pays sahéliens a été élaboré et présenté à la rencontre bi-annuelle des CNC du sous-espace Centre. Cette note, après avoir fait l'état des lieux des négociations agricoles et des positions en présence notamment africaines, dégage les options de négociation possibles.

Les dispositions ont été prises pour l'organisation de débats nationaux d'une part, pour une meilleure information et une prise en compte effective des préoccupations des principaux acteurs, et d'autre part, pour parvenir à une position unitaire tout en tenant en compte des spécificités des pays. Le CILSS a déjà enregistré des propositions de positions venant de certains pays.

#### **Résultats 2 : Les mécanismes et les capacités de prévention et de gestion de crises alimentaires au niveau des pays et au niveau régional, sont améliorés et renforcés**

Au cours de la période, le PMPSA a mené les activités ci-dessous conformément au plan triennal 1999-2001.

## **A21. APPROFONDISSEMENT DE LA REFLEXION SUR LA PROBLEMATIQUE D'ACCES AUX DENREES ALIMENTAIRES DES GROUPES VULNERABLES**

### **211. Réflexion sur l'harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables dans le Sahel**

Dans le cadre de l'exécution du projet Vulnerability Analysis Map (VAM) et relatif à l'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité au Sahel, le PMPSA a participé aux réunions du Comité technique de suivi dudit projet.

La première réunion s'est tenue à Bamako, le 20 mars 2001. L'objectif était de réactiver le comité technique et dégager les activités prioritaires et consensuelles à conduire dans le cadre du projet VAM. La réunion a permis de définir les modalités et les responsabilités des acteurs institutionnels pour la mise en œuvre des études sur l'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité. Le financement des études a été assuré par le Programme Alimentaire Mondial. Le PMPSA s'est investi dans l'organisation et le financement en partie des réunions d'adoption ou de présentation des résultats des études.

La deuxième réunion a eu lieu à Bamako, le 26 avril 2001. Elle avait pour objet la définition conjointe du contenu des activités prioritaires notamment l'étude sur l'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité au Sahel (activité retenue lors de la rencontre du 20 mars 2001 à Bamako). Il a été également examiné le projet de terme de référence soumis début avril 2001 aux membres du comité technique. Les résultats des études ont été présentés à la réunion restreinte des dispositifs régionaux d'information dans le Sahel, tenue à Niamey en juin 2001.

La troisième rencontre s'est tenue à Ouagadougou (15-17/10/2001), et la quatrième en Florence/Italie (25-26/11/2001). Ces deux réunions ont permis de cautionner l'étude sur les approches et méthodes d'analyse de la vulnérabilité développées par les dispositifs nationaux d'information, notamment les approches des systèmes d'alerte précoce (SAP). Dans le même temps, le comité a pris connaissance des approches utilisées par les partenaires (FEWS Net, FAO, ONG Care, PAM). Au sortir de ces deux rencontres, le comité a retenu trois thèmes qui ont fait l'objet de discussions aux réunions suivantes, à savoir : l'analyse de la vulnérabilité structurelle, l'analyse de la vulnérabilité conjoncturelle et les enquêtes rapides. Les discussions menées autour de chaque thème ont permis d'aboutir à la définition d'objectifs, de cadre conceptuel et d'indicateurs et à des propositions d'activités prioritaires à mettre en œuvre (calendrier, responsable) d'ici l'an 2003.

Le comité s'est une fois réuni à Nouakchott (27/03/2002). Cette réunion a permis de (i) valider les propositions de la consultation sur le cadre harmonisé pour un système d'évaluation de la vulnérabilité aux crises alimentaires au Sahel, (ii) présenter la méthodologie de l'analyse de la vulnérabilité courante, (iii) de vérifier l'état d'avancement des travaux de l'analyse de la vulnérabilité structurelle et la méthode de l'enquête rapide.

### **212. Analyse des contraintes de sécurité alimentaire dans les zones structurellement déficitaires, en particulier dans les zones pastorales**

Dans le but d'appuyer les Etats membres dans la mise au point d'une approche de sécurité alimentaire durable, le PMPSA a lancé une étude sur les "Contraintes de sécurité alimentaire dans les zones structurellement déficitaires, en particulier dans les zones pastorales en Mauritanie et au Niger. Il s'agit d'étudier les contraintes d'accessibilité aux aliments et de proposer des indicateurs permettant un suivi rapproché de la situation alimentaire dans les zones pastorales. Le document de la Mauritanie est disponible. Celui du Niger est en cours de finalisation.

### **213. Faisabilité du bilan alimentaire**

Le PMPSA a participé à l'atelier régional de validation de l'étude sur la faisabilité du bilan alimentaire organisé par le CRA à Ouagadougou (9-13/07/2001). Ont pris part à cette rencontre, les représentants des pays, des partenaires de coopération, des institutions internationales et régionales, et les experts du CILSS. Au cours de cet atelier, il a été souligné que le bilan céréalier, principal instrument de prévention et de gestion de la situation alimentaire, utilisé depuis 1987 par le CILSS est de plus en plus jugé insuffisant à cause des changements intervenus dans les habitudes alimentaires et de la diversité des productions agricoles. Des propositions amélioratrices ont été apportées sur le bilan céréalier par les pays. Un guide d'établissement du bilan alimentaire sera conçu et diffusé par le Centre AGRHYMET.

## **A22. APPUI ET RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS NATIONAUX DE PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES**

### **221. Evaluation des besoins d'assistance aux populations vulnérables suite aux récoltes 2000/2001 et suivi des zones à risque alimentaire en période de soudure**

Les prévisions de récoltes de la campagne agricole 2000/2001 dans le Sahel établies en septembre 2000 à Praia présageaient des difficultés alimentaires plus aiguës qu'en 1999/2000 pour les populations vulnérables au Burkina

Faso, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. En conséquence, le Réseau de prévention des crises alimentaires, réuni le 21 novembre 2000 à Bamako, a suggéré au dispositif de veille régional, de procéder dans les zones à déficit conjoncturel à une identification précoce des populations vulnérables et des besoins éventuels d'assistance.

C'est dans ce cadre que le CILSS a organisé, avec ses partenaires (FEWS Net, PAM, FAO, RESAL), membres du dispositif régional, des missions conjointes au Tchad, en Mauritanie et au Niger en janvier et août 2001, et au Burkina Faso en août 2001. Ces missions d'appui aux services nationaux avaient comme principal objectif l'évaluation de la situation alimentaire du pays notamment des populations dans les zones à risque d'insécurité alimentaire. Chaque mission avait pour mandat :

- d'appuyer les services nationaux pour l'évaluation de la situation alimentaire du pays, en particulier des populations dans les zones à risque d'insécurité alimentaire et de proposer des actions d'atténuation de la crise en perspective ;
- de favoriser le dialogue et la coordination des actions entre l'Etat, les partenaires au développement et les autres acteurs de la sécurité alimentaire grâce à une information mieux partagée sur la situation alimentaire du pays.

Les missions en étroite collaboration avec les services nationaux impliqués dans le suivi de la sécurité alimentaire ont tenu plusieurs séances de travail avec les partenaires et agences de coopération (PAM, USAID, Coopération Canadienne, Union Européenne) et ONG (Africare, Care International, Catholics relief service) dans les pays. Le dispositif régional n'a pas effectué de visite de terrain car son programme de travail n'en prévoyait pas. Les résultats des missions ont été largement présentés et diffusés à Bamako en mars 2001 à la réunion régionale sur le suivi de la situation agricole et alimentaire ; à Dakar en septembre 2001 à la réunion régionale sur l'évaluation à mi-parcours de l'hivernage et les perspectives de récoltes et en novembre 2001 en Florence à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel. Les rapports sont disponibles.

## **222. Evaluation du fonctionnement des dispositifs nationaux d'information**

Il s'agissait d'évaluer dans chaque pays la qualité du dispositif (système d'information, instruments de gestion des crises, coordination des acteurs et qualité du dialogue avec les partenaires) en vue de proposer des solutions pour lever les obstacles éventuels au bon fonctionnement des dispositifs. L'insuffisance budgétaire n'a pas permis de mener l'activité dans les pays. Par contre au cours des missions conjointes, l'unité a constaté que seuls les dispositifs du Niger, de la Mauritanie et du Mali étaient opérationnels. Il serait bon d'organiser une table ronde sur le rôle des dispositifs d'information (cadre institutionnel et organisationnel) dans les pays.

## **A23. IMPLANTATION ET ANIMATION D'UN DISPOSITIF DE VEILLE AU NIVEAU REGIONAL**

### **2.3.1. Réunion de suivi de la situation agricole et alimentaire dans le Sahel (mars 2001)**

Elle s'est tenue à Bamako, République du Mali (19-22/03/2001). Cette rencontre organisée par le CILSS à travers le PMPA a connu la participation des pays membres, des organisations et institutions sous régionales, régionales et internationales (Club du Sahel, FAO, PAM, FEWS Net, UEMOA), des partenaires au développement (ACDI, MIFRAC, USAID, Coopération Italienne), des représentants de la société civile (Plate Forme Paysanne), des ONG (Cathwell, Afrique Verte) et des experts du CILSS. Elle a permis de disposer des résultats définitifs des enquêtes agricoles et des bilans céréaliers prévisionnels révisés de la campagne agricole 2000/2001 ; de s'informer sur l'évolution des prix des céréales et du bétail, et la situation alimentaire des populations dans les zones à risque. La rencontre a fait les recommandations suivantes :

- l'octroi de moyens adéquats aux dispositifs nationaux pour le suivi de la campagne afin de fournir à temps opportun les données ;
- l'organisation de réunion spéciale du réseau en période de crise ;
- l'organisation de mission conjointe dans les pays pour évaluer la situation alimentaire en année de crise ;
- le développement, l'harmonisation et le transfert d'une méthodologie de suivi et d'analyse de la vulnérabilité ;
- le développement d'une vision globale de la situation alimentaire notamment par la prise en compte des informations sur les flux céréaliers avec les pays côtiers et souhaite que le SMIAIR présente pour les prochaines rencontres les bilans céréaliers de ces pays.

## **232. Réunion restreinte de concertation des dispositifs régionaux d'information sur la sécurité alimentaire au Sahel (juin 2001)**

La réunion rentre dans le cadre de l'animation du dispositif de veille régional ; Elle s'est tenue au Centre Régional AGRHYMET à Niamey/Niger (13-15/06/2001) et a regroupé les dispositifs régionaux d'information (FEWS Net Sahel, FAO/SMIAIR, CILSS et USAID) sur la sécurité alimentaire dans le Sahel. Elle a permis de : (i) évaluer le bilan des actions d'assistance aux populations vulnérables ciblées en mars 2001, (ii) réajuster les stratégies d'intervention, (iii)



réactualiser les zones à risque alimentaire et (iv) préparer la campagne agricole 2001/2002. Les participants à la réunion ont recommandé que des missions conjointes de terrain CILSS/FEWS Net/FAO/PAM soient organisées en juillet-août dans les zones les plus à risque au Burkina Faso, au Niger et surtout au Tchad pour évaluer la situation alimentaire durant la période de soudure.

### **233. Rencontre régionale sur l'évaluation à mi-parcours de l'hivernage et les perspectives de récoltes de la campagne agricole 2000/2001 (septembre 2001)**

La Réunion s'est déroulée à Dakar (10-12/09/2001) et rentre dans le cadre de l'activité du suivi renforcé de l'hivernage. Elle a enregistré la participation des Etats membres du CILSS, des représentants des partenaires au développement (USAID, UE, MIFRAC, ACDI), des représentants des dispositifs régionaux d'information et d'alerte précoce (FEWS Net, FAO/SMIAR, PAM) et des cadres et experts du CILSS. Les résultats obtenus ont permis de faire le bilan des interventions, particulièrement dans les pays les plus touchés par le déficit céréalière enregistré au sortir des récoltes 2000/2001, de diffuser les données provisoires sur la campagne agricole 2001/2002 et de lancer un préavis sur la situation à mi-parcours de la campagne agricole. Cette rencontre prépare la réunion du réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel tenue en Florence (Italie) du 28 au 30 novembre 2001.

### **234. Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel**

La 17<sup>ème</sup> réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel s'est tenue en Florence (Italie), du 28 au 30 novembre 2001. Ont participé à la réunion, les représentants des partenaires au développement (USAID, ACDI, CF, CI, UE), du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, de l'UEMOA, des représentants d'organisations paysannes et d'ONG, des responsables des dispositifs d'information nationaux et des cadres et experts du CILSS, CESIA/Italie, FAO, FEWS Net USAID, PAM. Les exposés des dispositifs régionaux ont permis d'être informé sur les résultats définitifs de la campagne agricole 2000/2001, l'évolution des prix des céréales, le bilan du suivi rapproché, le bilan de l'aide alimentaire 2000, l'évaluation de la Charte de l'Aide alimentaire, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. Le Secrétariat Exécutif du CILSS a largement présenté l'état d'évolution du processus d'opérationnalisation du Cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte et le bilan du programme promotion des échanges régionaux. Les débats riches ont abouti aux conclusions et recommandations suivantes :

- Il y'a un besoin réel de renforcement des dispositifs d'information (SAP, Cellule d'analyse, dispositif d'enquête agricole, SIM) dans tous les pays afin de disposer à temps des informations fiables et transparentes nécessaires à la prise de décision. Dans ce cadre, les sources de financement suivantes doivent être utilisées : budgets nationaux des Etats, programmes de réduction de la dette et l'appui des donateurs ;
- La communication et la concertation entre acteurs doivent fonctionner normalement et s'appuyer sur des analyses pertinentes issues de groupes d'experts capables d'analyser l'information de manière transversale, d'établir la confiance nécessaire à la prise de décision opportune et rapide ;
- Le principe de la convergence des indicateurs dans l'analyse de la situation agricole et alimentaire doit être maintenu. Pour ce faire, l'utilisation de séries longues est à encourager ;
- L'intérêt du dispositif de veille a été réaffirmé avec la recommandation forte d'appliquer l'ensemble des mesures retenues pour le rendre plus opérationnel ;
- L'ensemble des mesures retenues dans le dispositif doivent être partagées avec le Conseil des Ministres en vue de leur appropriation par les décideurs politiques ;
- L'élargissement de la concertation autour de la Charte aux nouveaux donateurs d'aide alimentaire et aux pays membres de l'OCDE ayant de la difficulté à en respecter les principes de base.

### **A24. SUIVI DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES PAYS**

#### **241. Organisation d'un panel sur la Charte de l'aide alimentaire**

Il s'agit de procéder à une large diffusion de la charte de l'aide alimentaire. Le PMPSA a déjà reçu une proposition de la Cellule de Communication qui consiste à :

- organiser un ou plusieurs panels sur la Charte et le rôle du CILSS avec une forte médiatisation ;
- organiser un télé-débat avec diffusion inter étatique en collaboration avec les systèmes nationaux d'alerte précoce ;
- organiser des conférences débats dans les pays sur le rôle (actuel s'entend) du Cilss dans la recherche de la sécurité alimentaire au Sahel.

La disponibilité financière n'a pas permis de mettre en œuvre une des propositions ci-dessus.

#### **242. Evaluation de l'exécution des programmes d'assistance prévus 2000/2001**

Le suivi s'est fait à travers les missions conjointes dans les pays. Il a été constaté que les réactions des acteurs à l'atténuation des crises ont été très timides et diverses d'un pays à un autre.

**Résultat 3 : Les conditions d'une croissance durable de la production et de la productivité sont connues et mises en œuvre**

Dans le cadre d'une meilleure connaissance et de l'amélioration des conditions d'une croissance durable de la production et de la productivité agricole au Sahel, le CILSS a conduit des séries de réflexions sur : (1) les systèmes et sous-systèmes de production porteurs dont la problématique « crédit/épargne », (2) la maîtrise de l'eau, (3) la promotion des filières agroalimentaires porteuses.

**A31. FINALISATION ET VALIDATION DES REFLEXIONS SUR LES SYSTEMES ET SOUS-SYSTEMES DE PRODUCTION PORTEURS**

**311. Crédit/Epargne**

Les interventions du PMPSA se sont focalisées cette année sur le dossier « crédit/épargne ». En effet, pour mieux comprendre la situation actuelle de ce secteur, les formes alternatives de soutien aux populations rurales, les possibilités de mobilisation financière des paysans et les mécanismes de leur pérennisation comme base de développement local durable que le CILSS a initié, ces dernières années, sa série d'études de cas nationaux au Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Tchad. Ces études ont servi de base pour construire une vision globale du secteur de la micro finance au Sahel.

Cette masse de connaissances accumulées sur quatre pays sur neuf méritaient d'être valorisées et partagées avec l'ensemble des pays sahéliens. Aussi, le CILSS a monté conjointement avec le CTA un programme d'organisation d'une réunion régionale sur le thème en question. Elle se tiendra au courant de janvier 2002.

Il est attendu de l'atelier une meilleure connaissance de la situation du crédit/épargne dans la zone sahélienne, la formulation des propositions d'actions au niveau national et l'élaboration d'un programme d'action régional d'accompagnement aux initiatives nationales.

**Résultat 4 : Des stratégies de promotion/ développement des micro-, petites et moyennes entreprises locales sont élaborées et mises en œuvre dans le secteur de la transformation agroalimentaire**

Les activités prévues ont été réalisées au niveau de la coordination régionale d'une part et des relais nationaux de l'unité d'autre part.

#### **A41. CAPITALISER ET VALORISER LES ACQUIS DU PROCELOS**

##### **411. Renforcement des capacités d'intervention des relais nationaux :**

Dans le cadre du renforcement des capacités d'intervention des relais nationaux, ceux du Mali et de la Guinée Bissau ont été équipés de matériel informatique mais non encore connectés sur le réseau Internet comme prévu. Il convient de préciser qu'à la fin l'année 2001, seuls les relais de Gambie et de Mauritanie n'ont pas bénéficié de matériel informatique.

Les appuis techniques et financiers fournis ont permis en général aux relais de développer leurs relations de partenariat et d'améliorer leur positionnement au plan national.

Une concertation entre l'équipe du CILSS et les relais nationaux tenue à la suite de l'atelier sous-régional sur la qualité a d'une part, permis un large échange d'informations sur les activités des relais nationaux et de la coordination régionale de l'Unité et d'autre part, donné l'occasion d'écouter les attentes des pays exprimées par les relais nationaux.

Ils ont en particulier pris l'engagement de hâter la mutation des relais en structures de type privé tout en maintenant des liens avec le CILSS au regard de l'importance du rôle qu'il a joué dans l'émergence et le développement d'unités de transformation agroalimentaire.

Ainsi, certains ont entamé des procédures de changement de statut pour devenir des structures de type privé. Des initiatives sont prises dans presque tous les pays pour la recherche de moyens additionnels et alternatifs ainsi que des partenaires techniques et financiers. Il est intéressant de signaler à cet égard le cas du relais de la Guinée Bissau qui a fait inscrire une contrepartie dans le budget de l'Etat pour la seconde année consécutive.

##### **412. Amélioration de l'information des acteurs**

Les relais ont pris connaissance des résultats du concours sur le logo « PROCELOS » puis adopté la proposition de présentation commune harmonisée des bulletins agroalimentaires en marge de l'atelier sur la qualité.

Ainsi, un relais national a réalisé une maquette à partir de cette présentation commune et recherché le financement tandis qu'un autre RNP a édité deux numéros de son BAA.

##### **413. Appui aux initiatives visant l'amélioration de l'emballage et de la qualité des produits**

En ce qui concerne l'emballage, les initiatives sont prises pour rechercher des solutions aux problèmes déjà identifiés, même si elles sont encore insuffisantes.

Le relais national du Mali mène une expérience intéressante en partenariat avec le Centre Agro Entreprise qui a décidé de financer une centrale d'achat d'emballages et d'en confier la gestion au relais.

En ce qui concerne la Qualité, il s'est agi pour l'essentiel de l'organisation de l'atelier sous-régional sur la Qualité tenue à Dakar en mars 2001. Dans ce cadre, il faut rappeler que les documents introductifs étaient constitués du rapport de l'étude sur la « Réglementation et la Gestion de la Qualité dans les unités de transformation agroalimentaire » et d'une communication du Représentant de l'ONUDI sur « Les aspects organisationnels d'un programme garantissant la salubrité des produits alimentaires ».

Un plan d'action est en reformulation en vue d'être proposé à des partenaires tels que l'ONUDI et l'UEMOA pour sa validation et sa mise en œuvre conjointe.

Par ailleurs, il a été proposé la création d'une structure sous-régionale de promotion et d'harmonisation des législations et réglementations avec l'appui des partenaires au développement.

Au niveau des pays, la sensibilisation et les conseils aux opérateurs se poursuivent tandis que quelques initiatives sont prises pour l'application des recommandations de l'atelier sous-régional.

#### **A42. DEVELOPPEMENT DES CAPACITES ENTREPRENEURIALES DES ACTEURS DU SECTEUR**

**Au niveau régional,** le PMPA a préparé et conduit le voyage d'étude au Mali et aux Etats Unis d'Amérique du 4 au 23 juin 2001. Cette activité a permis de faire connaître aux opérateurs économiques les efforts menés par un pays sahélien dans le domaine de la transformation et pour satisfaire les exigences en matière de qualité à l'exportation.

Elle a aussi donné l'occasion de découvrir les expériences d'acteurs du même secteur dans un pays développé et importateur potentiel de produits sahéliens ainsi que les opportunités de partenariat offertes dans plusieurs domaines

Ainsi, ce voyage a permis aux participants d'être plus conscients de l'importance de la qualité dans la promotion des produits ; d'identifier des technologies pour la conservation, la transformation, le conditionnement et l'emballage ; d'établir des contacts aptes à établir des relations de partenariat de type commercial, en particulier pour l'écoulement des produits transformés et l'information sur les possibilités d'appui et de financement d'actions de développement du secteur.

La restitution et diffusion des résultats du voyage se poursuivent en collaboration avec la Cellule Communication dans les pays et au niveau de la coordination régionale qui a mis en place un comité de suivi.

Certains pays assurent déjà le suivi et le développement des contacts établis lors du voyage. C'est dans ce cadre que se situe la recherche de marchés et d'appuis techniques ainsi que des opportunités de formation et un projet de création d'un centre d'information et de formation inspirée par le Centre Agro Entreprise visité à Bamako.

**Au niveau des pays**, les organisations professionnelles existantes sont de plus en plus responsabilisées dans la vie des relais.

En ce qui concerne la promotion commerciale des PAAT, certains relais ont participé à des foires et expositions, aménagé des espaces d'exposition - vente permanente des PAAT. Par ailleurs, la participation active à des manifestations telles que la Journée Mondiale de l'Alimentation et la Journée de la Femme Rurale ainsi que la Journée du CILSS a permis de mieux faire connaître les produits transformés et les recettes culinaires à base de produits locaux.

#### **A43. PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET ECONOMIQUE FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE**

Dans le domaine de la recherche de l'amélioration de l'environnement institutionnel et économique, quelques actions ont été menées par les relais et associations professionnelles.

On peut signaler à ce titre le cas du relais national du Burkina Faso qui a mené une étude et élaboré un projet d'équipement des petites unités de transformation agroalimentaires avec l'appui technique et financier du PMPSA et de Sassakawa Global 2000.

Cependant, les enquêtes et ateliers nationaux sur l'état des lieux devant servir de base à la synthèse régionale qui était prévue n'ont pas été réalisées.

### **3.3. SITUATION DE FINANCEMENT 2001**

Le PMPSA a reçu en l'an 2001 des partenaires du CILSS 414.798.173 FCFA dont : 30,69 % de l'USAID ; 24,11 % de l'ACDI ; 18,50 % des Pays Bas ; 22,30 % de la France et ; 4,39 % du CTA (cf. tableau ci-dessous).

Comparé à 1999, les contributions 2001 sont en augmentation de 10,12 %. Globalement par rapport aux prévisions annuelles, le Programme n'a mobilisé en réalité que 65,52 % des fonds alloués, les reliquats 2000 et autres années antérieures inclus.

Il paraît utile de signaler à ce niveau que plus de 2.000.0000 FCFA ont été reversés à USAID à cause certainement du dépassement de la période d'utilisation du PIL concerné. Le PM et le Centre de Gestion devront dans l'avenir renforcer la concertation pour éviter des situations du genre qui ne reflètent point la réalité.

La tendance à la hausse des appuis financiers des partenaires constatée en 2000 s'est maintenue cette année aussi. Retour de la confiance ? Pertinence des activités ? C'est un peu de tout cela. Il faut alors espérer que la baisse tendancielle des années 1997, 1998 et 1999 ne soit actuellement et dans l'avenir qu'un mauvais souvenir.

DESIGNATION	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Crédits Approuvés</b>	794.476.000	592.940.000	637.268.173	427.847.619	680.285.000	633.118.042
<b>Engagements de dépenses</b>	635.871.252	795.386.070	506.191.944	402.601.681	283.736.463	456.576.439
<b>Fonds reçus au titre de l'exercice en cours</b>	-	526.119.699	427.908.302	350.172.500	285.500.616	-
<b>Fonds totaux reçus</b>	-	545.398.251	612.185.469	336.339.986	376.671.152	414.798.173

### **3.4. COLLABORATION AVEC LES AUTRES PROGRAMMES MAJEURS ET INSTITUTIONS PARTENAIRES**



Conformément à l'esprit du PRRD, à l'interdépendance des activités des trois sites du CILSS, à la nécessité de mettre en cohérence les initiatives régionales en matière de SA et de GRN, le PMPSA a eu à prendre part aux activités (réunions, concertations, ateliers) développées par les autres PM du CILSS. L'équipe du PMPSA a eu à participer également aux réunions de coordination des Programmes Majeurs Politiques, aux instances de l'Institution et à certaines initiatives régionales et nationales rentrant dans le mandat du CILSS. Ces participations peuvent se résumer comme suit :

- **Réunion de concertation sur le programme d'opérationnalisation du mécanisme de suivi-évaluation et évaluation interne des PMP.** Elle s'est tenue à l'annexe du CILSS, le 25 avril 2001. Il s'agissait d'une concertation sur les objectifs et les résultats attendus dans le cadre de la mise en œuvre du suivi/évaluation. Un canevas de conduite des travaux d'évaluation a été proposé aux Programmes Majeurs Politiques.
- **Séances de travail avec la Cellule de Planification dans le cadre de l'évaluation interne (mai 2001).** Elles avaient pour but d'avoir une lecture partagée des fiches d'évaluation interne élaborées par la Cellule et de faciliter leur remplissage par les Unités Opérationnelles.
- **Réunion sur la mise en œuvre des recommandations du Comité Technique de Gestion (CTG) 2000 du site de Ouagadougou (18/05/2001).** La réunion a aussi discuté sur les recommandations des partenaires.
- **Réunion de redynamisation du PASR/AO tenue à Ouagadougou les 7 et 8 juin 2001 dans la salle de Conférence de l'Eau Vive.** Cette rencontre présidée par le Coordonnateur Général des PMP du Secrétariat Exécutif du CILSS et facilitée par le Coordonnateur du Bureau Régional de l'UNSO avait pour but de faire l'état des lieux du PASR, de voir la place du PASR dans les autres cadres stratégiques et initiatives dans la sous-région en particulier le CSSA et d'étudier les contraintes, difficultés et actions de redynamisation.
- **Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA).** Sur invitation du Secrétaire Général de la CNUCED, le Responsable PMPSA a représenté le CILSS à la 2<sup>ème</sup> session du Comité préparatoire intergouvernemental de la 3<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (CNU/PMA) qui a eu lieu à New York du 05 au 09/02/01. La réunion avait pour buts essentiels de : (1) préparer le projet du nouveau Programme d'action en faveur des PMA pour la décennie 2001-2010, (2) élaborer l'ordre du jour et le règlement intérieur de la Conférence Mondiale qui a eu lieu à Bruxelles au siège du Parlement Européen en mai dernier. Sept (7) engagements ont été retenus comme axes d'intervention du Programme d'action pour les PMA savoir : encourager un axe sur la population, promouvoir une bonne gouvernance, renforcer les moyens humains, renforcer les capacités de production, aider les PMA à tirer parti de la mondialisation, réduire la vulnérabilité et préserver l'environnement, mobiliser les ressources financières.

Une des logiques qui sous-tendent le nouveau Programme d'action adopté à Bruxelles est de faire en sorte que les PMA soient les premiers artisans de la formulation et de l'exécution effective des politiques et mesures nécessaires au niveau national. Les partenaires de développement contribueraient alors à créer un environnement extérieur porteur. Une autre condition critique de sa réussite serait l'instauration d'un partenariat respectueux des principes de dignité humaine et de solidarité, de partage des responsabilités, de liberté, de démocratie, d'égalité, de souci commun d'assurer la paix et la sécurité mondiales et le bien être des générations futures.

- **Atelier régional sur la stratégie d'assistance régionale de la Banque Mondiale en Afrique de l'Ouest.** Le Responsable du PMPSA a représenté le CILSS à cet atelier tenu à Bamako du 15 au 16 mars 2001. Son objectif était de faciliter et d'encourager un large échange de vues, au niveau technique, avec les représentants des pays membres, des OIG, des partenaires au développement et du secteur privé, sur les objectifs et le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et sur la meilleure façon dont la Banque Mondiale pourrait soutenir ce processus.

Le CILSS et la CMA/AOC ont, avec beaucoup de difficultés, pu faire comprendre à la Banque Mondiale la nécessité d'inscrire la politique agricole communautaire comme un des axes fondamentaux de sa stratégie d'assistance à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Selon la Banque Mondiale, la politique agricole commune de l'ex CEAO fut un échec. De même, les causes de cet échec restent d'actualité. Ceci étant, elle pense que ce ne serait pas à travers une nouvelle politique de ce genre que le processus d'intégration régionale avancera dans la sous-région.

- **Réunion CILSS-UEMOA-CEDEAO sur le Programme Indicatif Régional (PIR) du 9<sup>ème</sup> FED.** Cette réunion de concertation CILSS-UEMOA/CEDEAO qui s'est tenue à Lomé du 26 au 28 avril 2001 avait pour objectif l'élaboration d'un projet de document de stratégie de coopération régionale dans le cadre de la



programmation du 9<sup>ème</sup> FED. Elle a donné l'occasion de faire l'état d'avancement des programmes financés dans le cadre du 8<sup>ème</sup> FED et des FED antérieurs au niveau des trois OIG et d'élaborer un projet de document de stratégie pour l'Afrique de l'Ouest.

Par rapport aux programmes en cours, la réunion a salué l'effort financier sans cesse croissant consenti aux OIG de la sous-région. Elle a toutefois signalé quelques contraintes qui sont entre autres la complexité et la lenteur des procédures administratives et financières et le financement tardif et insuffisant des politiques sectorielles.

L'objectif de la stratégie retenue pour l'Afrique de l'Ouest est la croissance durable et la réduction de la pauvreté à travers la création d'un espace économique régional unifié, compétitif et ouvert sur l'extérieur. Elle s'articule autour de 5 axes principaux : (1) le renforcement de l'intégration économique suivant les domaines d'intervention du 8<sup>ème</sup> FED ; (2) le soutien à la mise à niveau des économies des Etats parties contractantes d'un Accord de Partenariat Economique avec la CE ; (3) la sécurité alimentaire durable et la gestion des ressources naturelles/lutte contre la désertification ; (4) la mise en œuvre de politiques de développement social et humain ; (5) la consolidation de l'état de droit, la prévention et la gestion des conflits.

- **Réunion des Ministres de l'Agriculture sur la coopération agricole de la CEDEAO.** Le PMPSA était membre de la délégation du CILSS qui a participé à cette rencontre tenue à Bamako du 30 janvier au 03 février 2001. Elle a été précédée de la réunion des experts et avait pour objet principal de faire le bilan de la mise en œuvre de la stratégie régionale de développement agricole adoptée en 1982, d'analyser les problèmes rencontrés et l'évolution des politiques nationales agricoles. Les axes d'une nouvelle politique agricole communautaire dans le contexte de la globalisation économique ont été définis.

C'est en marge de cette rencontre qu'a eu lieu les premières discussions sur le projet de plate-forme commune de collaboration CILSS/CEDEAO proposé par le CILSS a été examiné.

- **Atelier sous-régional sur la sécurité alimentaire au Sahel dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration Ouest Africain.** Cet atelier a eu lieu à Dakar les 29,30 et 31 mai 2001. Il a été conjointement organisé par Christian Aid, le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) et l'Union pour la Solidarité et la Coopération (USC) Canada. Il a regroupé les représentants de la société civile (ONG, organisations paysannes, secteur privé, consultants et bureaux d'études), certaines OIG et les partenaires au développement.

L'atelier avait pour objectifs : d'analyser les politiques et programmes de sécurité alimentaire au niveau national, sous-régional et international et identifier les contraintes qui limitent leur efficacité ; de partager des informations, des technologies et des expériences en matière de sécurité alimentaire ; de faire des propositions d'amélioration des stratégies d'intervention des décideurs et des acteurs de la société civile.

L'occasion a été donnée au CILSS de présenter le cadre stratégique régional de sécurité alimentaire durable au Sahel et faire part de son expérience en matière de système d'information et de dispositifs de suivi évaluation dans le domaine de la sécurité alimentaire.

- **Participation à la 3<sup>ème</sup> réunion du Comité de Pilotage de la Fondation pour le développement Durable du Sahel (juillet 2001).** Cette rencontre a été l'occasion de s'impliquer davantage dans ce dossier d'une importance capitale pour l'Institution.
- **Participation aux travaux de la Session Extraordinaire du Conseil des Ministres du CILSS sur la Fondation et de la réunion des experts préparatoire (juillet 2001).** Cette session a été précédée par les travaux préparatoires du Comité de Pilotage. Le Responsable du PMPSA a assuré la fonction de rapporteur.
- **Participation à la première session de formation continue en « Genre et Développement ».** cette session a permis d'avoir une compréhension partagée de ce qu'est l'approche genre dans le processus de développement en général et sa prise en compte dans les activités du CILSS en particulier.
- **L'organisation à Kaya (06-09 Août) d'une retraite des cadres du PM** pour préparer le plan triennal 2002-2004 et les différents documents du Programme à présenter au CTG. C'était la première fois que toute l'équipe du PMPSA s'est mis autour d'une table pour planifier les activités. Ce fut une contribution de taille dans la maturation de l'approche programme et de l'esprit d'équipe.
- **L'organisation et le pilotage en septembre 2001 à Ouagadougou d'une retraite des cadres** pour préparer la contribution des deux programmes majeurs politiques du CILSS à l'opérationnalisation du cadre stratégique de sécurité alimentaire. La nécessité à la fois de capitaliser les acquis de l'Institution et de disposer d'une stratégie régionale pertinente et d'un programme quinquennal réaliste.

- **Atelier d'information et d'élaboration d'un plan de préparation pour la prévention et la réponse aux urgences au Burkina Faso (15-16 mai 2001 à Ouagadougou).** Le PMPSA a participé à l'animation de cet atelier organisé par l'association "le TOCSIN" (tous pour le combat de la solidarité et de l'intégration), et qui a regroupé une vingtaine de participants (administration, ONG, partenaires). Les travaux ont abouti à l'élaboration d'un plan d'urgence aux catastrophes au Burkina Faso.
- **Formation sur la méthode d'analyse Food Economy Group.** L'Expert en systèmes d'information a participé à la formation sur une méthode d'évaluation de la vulnérabilité "approche économie alimentaire" ou Food Economy Group des ménages. Cette formation organisée en Mauritanie (avril 2001) par le Bureau Régional du Réseau de système d'alerte précoce contre la famine (FEWS Net Sahel) de l'USAID avait pour objectif d'accroître les capacités techniques des participants en matière d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité. Participaient à cet atelier les représentants du projet FEWS Net Sahel au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad, des experts du CILSS (PPMSA et AGROSOC), de la représentation du PAM en Mauritanie, de la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) en Mauritanie et des agents de l'OSA/CSA de la Mauritanie. L'atelier a permis de matérialiser davantage la collaboration entre le CILSS, notamment le PREGEC et le Projet FEWS Net dans le domaine de l'analyse de l'insécurité alimentaire des ménages. A travers cette collaboration, il s'impose aux dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire dans les pays sahéliens de bénéficier du capital d'expérience des dispositifs régionaux acquis en matière de l'analyse de l'économie alimentaire. Il faut noter que sur le plan technique la formation s'est très bien déroulée. Il reste maintenant à ce qu'il soit vraiment opérationnel avec un guide méthodologique bien conçu par le groupe FEG. Une réflexion sur les perspectives de la méthodologie a été lancée en vue d'examiner les aspects liés au développement et au transfert du modèle à l'ensemble des pays du CILSS.
- **Réunion régionale sur les résultats préliminaires de l'enquête agricole 2001 dans le Sahel.** C'est la réunion de concertation régionale sur les bilans céréaliers organisée par le CRA à Niamey (octobre-novembre 2001). Elle a permis de consolider le bilan céréalier ex-post 1999/2000 et de publier les données provisoires de la production céréalière 2000/2001 dans le Sahel. A cette rencontre, Il a été constaté que seuls quatre pays ont publié leurs résultats définitifs de campagne (Mali, Sénégal, Burkina Faso, Niger).
- **Réunion de restitution de l'étude pour l'élaboration d'une fiche de projet pour une seconde enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENEC 2).** Le PMPSA a participé à Ouagadougou (21/11/2001) à la séance de restitution de l'étude portant élaboration d'une fiche de projet pour une seconde Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (**ENEC 2**). Cette étude commanditée par le Ministère des Ressources Animales du Burkina Faso a permis aux participants de faire quelques amendements sur le document à savoir :
  - revoir le nombre d'enquêteurs à la hausse. La performance des enquêteurs estimée à cinq (5) ménages à enquêter par jour est ambitieuse ;
  - tenir compte de l'importance du cheptel et non de l'importance des ménages pastoraux dans le tirage de l'échantillon. Cette considération rendra mieux compte de la représentativité des provinces en terme de cheptel ;
  - fixer une taille objective au niveau provincial ainsi que la précision attendue ;
  - augmenter le niveau de rémunération du personnel de l'enquête ;
  - intégrer les coûts de l'élaboration de la méthodologie de l'enquête et de gestion administrative (conduite de l'opération) dans le budget initial.

Pour se conformer à la proposition de complémentarité entre les services des statistiques animales et agricoles dans le cadre du suivi des troupeaux (paramètres zootechniques), les principales options méthodologiques proposées par le consultant ont été approuvées dans leur globalité par les structures spécialisées présentes à la rencontre (INSD, SSA).

- **Participation aux activités du Projet « Initiative Mils Sorghos » (IMS).** Le PMPSA est associé aux activités de ce projet depuis la gestation dont le comité de pilotage a été mis en place en fin avril. Ce projet a pour objet de développer l'aval des filières concernées et couvrir cinq (5) pays membres du CILSS (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad) ; les relais nationaux PROCELOS de ces pays sont membres actifs des comités nationaux de concertation du projet.
- **Participation au séminaire international organisé à Ouagadougou par le Forum Francophone de Affaires sur « Transferts de technologie en agroalimentaire : innovation, contrôle de qualité et partenariat ».** A cette occasion, le relais national du Burkina Faso a été associé et des informations et contributions aux travaux d'atelier données sur les réalisations et actions du CILSS en cours à travers l'Unité PROCELOS, dans les domaines concernés.

### 3.5. CONTRAINTES GENERALES

La principale contrainte dont le PMPSA a fait face et continue de faire face est celle relative au problème de financement tant du point de ses délais de mobilisation que de son niveau qui se réduit d'une année à l'autre.

Toutes les Unités du PM ont fonctionné avec des budgets réduits. Pour ce faire, les activités ont été centrées voire ramenées au prorata des fonds reçus. Si cette situation n'évolue pas favorablement les années et semestres à venir, le niveau de réalisation des programmes de travail retenus par les instances seront toujours tant en deçà des prévisions que des capacités propres des équipes.

Les activités qui seront fortement influencées par le non-redressement de la situation sont celles qui requièrent non seulement la disponibilité permanente des fonds mais, aussi des montants assez importants. Ce sont entre autres : les dossiers maîtrise de l'eau, outils de rapprochement des politiques agricoles et alimentaires nationales, observatoires des pratiques anormales et système d'information commerciale ; l'appui aux RNP et aux CNC dont les acquis sont réellement menacés et ; les travaux de réflexion sur la vulnérabilité au Sahel.

En termes de ressources humaines, le PMPSA est très insuffisamment doté. Toutes les Unités opérationnelles ont besoin d'au moins deux experts pour mener à bien leurs programmes de travail. Avec l'avènement du programme quinquennal 2003-2007 duquel sortiront les prochains programmes triennaux du PMPSA, le renforcement des équipes devient une nécessité incontournable. D'ores et déjà, le processus de recrutement du Chef de l'Unité Appui à l'Agriculture Durable est en cours de finalisation ; il sera tenté de recruter en même temps un expert pour le secondier. Le PREGEC sera étoffé en 2002 ; il en sera de même de USPA-FERAP et de UPPME-PROCELOS prochainement.

## IV. PERSPECTIVES 2002

### 4.1. PROGRAMME DE TRAVAIL 2001

#### **RESULTAT 1. Des stratégies et politiques agricoles et alimentaires sont élaborées et mises en œuvre**

##### ***Par rapport à la formulation et à la mise en œuvre des stratégies et politiques agricoles et alimentaires***

Une des préoccupations majeures et permanentes des autorités et des populations Sahéliennes est d'assurer la sécurité alimentaire. Pour ce faire, depuis les indépendances, les Etats Sahéliens se sont efforcés à mettre en place des politiques nationales visant la sécurité alimentaires de leurs populations. Mais les mesures prises dans le cadre de ces politiques n'ont pas produit les changements espérés pour diverses raisons dont : (i) environnement économique et institutionnel peu propice ; (ii) fortes disparités entre politiques nationales.

A l'analyse, la nécessité de disposer de politiques nationales suffisamment ouvertes sur celles des voisins, profitant des synergies créées par les complémentarités nationales et mettant en adéquation les systèmes politiques officielles avec les systèmes économiques réels existants s'est avérée.

De façon opérationnelle, la mise en œuvre de cette activité consiste essentiellement à : (1) mettre en place et animer un observatoire de suivi et d'analyse des politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CILSS et de leur voisins, (2) conduire, à la demande des Etats et suivant les opportunités, des réflexions sur le rapprochement et l'harmonisation des politiques, (3) mettre au point des outils prospectifs d'aide à la décision politique. Ces différents axes d'activités seront ouverts sous forme de dossier selon les enjeux, les priorités établies par les acteurs de la Société Civile et des Administrations publiques et en fonction des moyens disponibles.

En 2002, les interventions porteront essentiellement sur la mise en place de l'Observatoire : constitution et équipement des équipes nationales chargées du remplissage et de la production des notes de conjoncture ; mise en place d'un cadre de concertation inter-Etats regroupant les responsables des structures nationales chargées de la gestion politiques agricoles ; réalisation d'une situation de référence des politiques agricoles des pays du CILSS non membres de l'UEMOA ; analyse de convergence des politiques nationales.

##### ***Par rapport à la réduction des entraves aux échanges régionaux produits agroalimentaires locaux***

Face aux importations de plus en plus massives de produits agroalimentaires extra- africains en substitution aux produits sahéliens (les viandes en particulier) et au mauvais fonctionnement des marchés nationaux et sous-régionaux, le CILSS a engagé vers la fin des années 1980 des séries de réflexions sur cette importante question. Ces réflexions ont abouti à partir de 1989 à des séries de rencontres nationales et régionales regroupant les administrations publiques, les opérateurs économiques privés et d'autres OIG. Plusieurs obstacles à la compétitivité des produits Agroalimentaires locaux et à leur circulation dans la région ont été identifiés, dont entre autres :

- l'insuffisance des infrastructures et équipements de production, de transformation et de commercialisation ;
- les difficultés d'accès au financement ;
- les difficultés d'accès aux moyens de transport ;
- l'absence d'un système ou mécanisme d'information commercial efficace et non discriminatoire ;
- les multiples entraves tarifaires et non tarifaires ;
- le caractère informel et traditionnel du système de commercialisation ;
- les coûts de production et de transports élevés ;
- les tracasseries administratives et routières et leurs conséquences ;
- l'absence et/ou la non application des normes de qualité.

Pour les années à venir, il s'agit d'une part, d'identifier régulièrement, de façon concertée et consensuelle, au plan sectoriel, national, sous-régional, régional et international, les principaux goulots et contraintes qui limitent l'amélioration des performances des filières porteuses et d'autre part, de concevoir des stratégies et plans d'actions conséquents, pragmatiques afin de lever ces goulots et contraintes.

Dans la continuité du Plan Triennal 1999-2001 et pour l'année 2002 plus particulièrement, il s'agit par exemple des dossiers déjà ouverts et se rapportant aux différents plans d'actions de réductions des entraves, à la mise en place de l'observatoire des pratiques anormales, à la promotion des marchés frontaliers et des marchés de gros, à la mise en place de la bourse régionale de fret. Pour certains de ces dossiers, il faut les réactualiser. Tout comme au point précédent, ils seront ouverts suivant les enjeux, les priorités établies par les acteurs de la société civile et l'administration publique et en fonction des moyens disponibles.

### ***Par rapport à la structuration de la concertation et de la coordination intra et inter-Etats***

Toujours dans la recherche des voies et moyens pour parvenir à un dialogue politique permanent et constructif entre professionnels du secteur privé, entre eux, l'administration publique et les partenaires au développement sur le développement des marchés nationaux, sous-régionaux et régionaux, il est apparu que les contraintes à lever ont trait à :

- la faible organisation des opérateurs économiques avec comme conséquence fondamentale la faiblesse de leur capacité de négociation et la mauvaise structuration de la concertation et de la coordination intra et inter Etats ;
- l'insuffisance de formation et la non maîtrise des règles et normes régissant le commerce régional et mondial des opérateurs économiques ;
- la méconnaissance et aux difficultés d'accès aux nouveaux débouchés ;

Aussi, le déroulement de cette activité principale consiste, entre autres, à appuyer l'amélioration des performances organisationnelles, institutionnelles, de gestion des professionnels des filières porteuses et stratégiques. Ce qui permettra également d'accroître leur pouvoir de négociation et leur capacité à s'assumer de manière à occuper réellement et efficacement les nouvelles attributions à eux confiées issues de désengagement de l'Etat. C'est la problématique des Cadres Nationaux de Concertation, des Faîtières, de l'Interprofession et la mise en réseau des Organisations Socioprofessionnelles au sous-régional et régional.

Pour l'année 2002, les interventions du CILSS porteront sur le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des CNC et des opérateurs économiques et l'appui à la création des opportunités d'affaires à travers l'organisation de voyages d'études et de foires et la promotion des marchés frontaliers et de gros.

### **RESULTATS 2 : Les mécanismes et les capacités de prévention et de gestion de crises alimentaires au niveau des pays et au niveau régional, sont améliorés et renforcés**

Les interventions du PMPSA dans ce domaine concerneront : l'information, les instruments de prévention et de gestion des crises et la coordination entre les acteurs (décideurs politiques, donateurs, société civile...).

Les dispositifs d'information mis en place se caractérisent par leur fragilité, faute de financement durable et par leur focalisation uniquement sur le secteur céréalier et la détermination des besoins d'aide alimentaire. Il s'agira dans ce domaine :

- de pérenniser les dispositifs d'information à travers des financements réguliers et internes ;
- d'harmoniser les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables dans la sous-région ;
- de développer des méthodes d'identification rapide et de suivi des groupes vulnérables (milieux rural et urbain) autour des systèmes d'alerte précoce ;
- de décentraliser le débat de la prévention et de gestion des crises alimentaires au niveau des acteurs à la base (organisation paysanne, association féminine).



Concernant les instruments de prévention et de gestion, il s'agira de les mettre en adéquation avec le type de crise alimentaire et des groupes cibles tout en privilégiant ceux qui peuvent entraîner des effets structurant sur leur sécurité alimentaire. Dans ce contexte les actions suivantes sont préconisées :

- l'amélioration du fonctionnement des outils, en particulier des stocks nationaux de sécurité alimentaire ;
- le développement d'activité génératrice de revenu pour les groupes vulnérables ;
- la mise en place d'unités villageoises d'actions humanitaires dans les zones vulnérables.

Enfin, dans le domaine de la coordination entre acteurs il s'agira entre autres :

- au niveau national de renforcer les instances de coordination des politiques de sécurité alimentaire notamment les comités ou conseils nationaux de sécurité alimentaire tout en les ouvrant aux nouveaux acteurs que sont le secteur privé, les ONG et la société civile ;
- de dynamiser au niveau régional le Réseau de prévention des crises alimentaires et de l'ouvrir à d'autres acteurs.

#### ***Par rapport à l'amélioration des outils relatifs à la prévention et de gestion des crises alimentaires***

Les méthodologies actuelles d'analyse et d'identification des zones et groupes vulnérables sont peu limités ou diffuses. Elles ne prennent pas en compte certains indicateurs clés de la vulnérabilité (accessibilité, revenu,...). Il s'agit en 2002 d'approfondir la réflexion sur la problématique d'accès aux denrées alimentaires des groupes vulnérables.

Deux rencontres thématiques seront organisées pour valider l'étude sur les contraintes de sécurité alimentaire particulièrement dans les zones pastorales du Niger ET DE LA Mauritanie. D'autre part, deux études seront réalisées au Mali et au Tchad sur les contraintes d'approvisionnement et d'accès des populations dans les zones déficitaires, à partir des excédents nationaux.

#### ***Par rapport au renforcement des dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires***

Il s'agira de poursuivre l'appui aux dispositifs nationaux de suivi de la sécurité alimentaire dans le cadre de l'opérationnalisation du cadre stratégique. Pour ce faire, l'appui à l'évaluation des besoins d'assistance aux populations vulnérables sera poursuivi avec les partenaires (missions conjointes CILSS/FEWS NET/FAO/PAM). Dans le cadre des préparatifs des rencontres sur le suivi de la situation agricole et alimentaire au Sahel, un appui catalytique sera apporté aux dispositifs nationaux pour la pré-évaluation de la campagne agricole 2002-2003.

Une autre action plus spécifique sera le transfert de la méthode (harmonisée) d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables aux pays. Le PMPSA pilote ce travail avec le comité technique de suivi du projet VAM/PAM.

#### ***Par rapport à l'implantation et à l'animation d'un dispositif de veille au niveau***

L'animation du dispositif de veille (cadre de concertation, Réseau de prévention des crises alimentaires) sera poursuivie à travers la tenue des réunions régionales de suivi de la sécurité alimentaire. Ceci contribuera à partager l'information et de renforcer la collaboration entre acteurs. Il sera promu au niveau des Etats membres du CILSS l'élargissement à la société civile d'un dispositif de concertation et d'orientation, pour le renforcement des systèmes de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Une formation des acteurs à l'alerte précoce est envisagé et des débats décentralisés sur la Sécurité Alimentaire seront organisés. La création de relais, unités villageoises d'actions humanitaires sera organisée pour mieux impliquer la société civile dans le développement des capacités décentralisés des zones à risque alimentaire (programme d'aide, plan d'urgence...).

#### **RESULTAT 3 : Les conditions d'une croissance durable de la production et de la productivité sont connues et mises en œuvre**

L'ambition ici est d'assurer la sécurité alimentaire de la sous-région en s'appuyant sur le développement des capacités de production locales. Inversement, il s'agit également de profiter de la croissance des marchés de consommation pour assurer les bases économiques du développement agricole sahélien, diversifier et accroître les revenus en milieu rural.

Le préalable reste cependant la maîtrise des ressources en eau et des autres ressources naturelles ainsi que leur gestion durable.

#### ***Par rapport à la maîtrise de l'eau***

Toutes les réflexions conduites ces dernières années constatent que le Sahel dispose d'un important potentiel de terres irrigables dont seule une proportion limitée est mise en culture, proportion qui progresse très lentement. Mais, on assiste également, de plus en plus, au développement des aménagements villageois et des périmètres privés. La mobilisation du potentiel actuel constitue un réel défi pour les sahéliens et pour la communauté internationale et représente un préalable indispensable pour le développement de l'agriculture au Sahel.

Ce dossier, ouvert au CILSS depuis 1999, rentre dans sa phase terminale de traitement à savoir la proposition aux Etats de programmes d'investissements prioritaires (PIP) en matière de maîtrise de l'eau et les modalités de leur mise en œuvre. Spécifiquement, il s'agit de : (1) finaliser les PIP nationaux et (2) élaborer et faire valider un programme régional d'accompagnement. La mise en œuvre des programmes nationaux et du programme régional d'accompagnement interviendra les années à venir.

### ***Par rapport au développement de l'élevage***

L'élevage au Sahel contribue de manière soutenue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations sahéliennes ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté, même si la contribution du système pastoral à ces domaines et à l'économie nationale reste sous évaluée pour des raisons diverses (faiblesse des données statistiques, difficultés d'évaluation et de quantification en termes monétaires de ses apports).

Toutefois, l'élevage sahélien est sérieusement handicapé à cause entre autres, du poids de la tradition, la mauvaise organisation des éleveurs, de l'absence de formation professionnelle et de l'esprit dominant de « capitalisation biologique ». Ce faisant, il se caractérise aujourd'hui par sa faible productivité et son poids relatif dans les économies nationales semble baisser.

Il s'agira pour les pays sahéliens et pour le CILSS de réunir toutes les chances de leur côté pour relever un certain nombre de défis à savoir : (1) éviter l'envahissement des marchés régionaux par les viandes extra-ouest africaines, (2) prendre une part du marché européen, actuellement en crise de viande de qualité ou « viande bio », (3) consolider son rôle de filière intégrative en Afrique subsaharienne.

Ceci passe d'une part, par la définition d'une vision consensuelle de l'avenir de l'élevage pour les 15 années à venir et d'autre part, par la détermination de perspectives claires pour la région en la matière. Ces perspectives seront déclinées en un programme d'intervention régional réaliste, concerté et consensuel à long terme.

Aussi en 2002, le CILSS se propose de conduire une étude sur les perspectives de l'élevage en Afrique de l'Ouest et au Tchad. Les résultats de cette étude seront valorisés entre 2003 et 2004 sous la forme de programmes nationaux et régional.

### ***Par rapport à la gestion de la fertilité des sols***

Depuis toujours, l'essentiel de l'accroissement de la production agricole au Sahel se fait par l'accroissement des superficies cultivées. Ce qui a remis en cause les équilibres traditionnels jachères courtes/jachères longues/terres cultivées mais également, terres de cultures/zones de transhumance, et compromet le renouvellement de la fertilité des sols. La conséquence de tout cela est l'appauvrissement progressif des sols sahéliens.

A l'avenir, l'accroissement de la production agricole sahélienne devra se faire par des gains de productivité. Ce qui implique, notamment une évolution des systèmes de production en termes entre autres d'intensification et de recapitalisation de la fertilité des sols.

Le CILSS en 2002 se propose d'élaborer un programme régional sur la gestion de la fertilité des sols au Sahel. Ce programme sera doté de composantes nationales ou plans d'actions nationaux d'investissement pour la reconstruction et le maintien durable du capital de fertilité des sols. La mise en œuvre interviendra en 2003 et 2004.

### ***Par rapport au développement de la production halieutique***

Les produits des sous-secteurs de la pêche maritime et continentale contribuent de manière importante à la sécurité alimentaire en général et aux revenus des populations rurales et périurbaines. Dans les pays côtiers sahéliens mais également, dans certains pays continentaux (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad), un potentiel très important existe aussi bien en matière de production que de marché qu'il convient de développer et de valoriser.

Pour démarrer cette dynamique nouvelle, le CILSS compte réaliser au courant de 2002 un bilan diagnostic de la situation des pêches continentales et maritimes en Afrique de l'Ouest et au Tchad. Il sera techniquement appuyé par

l'Association pour le Développement de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest (ADEPA) basée en Côte d'Ivoire. Comme pour les autres dossier un programme régional assorti de programmes nationaux sera élaboré et mise en œuvre dans la période 200 et 2004.

### ***Par rapport au financement de l'agriculture***

L'agriculture demeure la base de l'économie des pays sahéliens. Les potentiels non exprimés dans le domaine sont énormes. Leur expression correcte et porteuse passe des investissements importants qui requièrent des systèmes de financement à la fois performants et pérennes. Toutefois, le financement à lui seul ne peut résoudre le problème de l'agriculture sahélienne. Il lui faut un environnement favorable, en particulier les facteurs de développement du secteur agricole. Les chantiers suivants sont envisagés les années à venir :

- Développer la professionnalisation du secteur rural : renforcement des organisations paysannes, développement des services privés à l'agriculture, etc ...
- Développer la professionnalisation, la pérennisation et la sécurisation du secteur des SFD : développement d'outils et de méthodes de gestion, formation des acteurs, renforcement des systèmes de contrôle et d'information, institutionnalisation, etc..
- Favoriser un renforcement des liens entre le secteur agricole et les SFD : renforcement de l'efficacité de l'intermédiation financière des SFD, amélioration de leur connaissance de l'agriculture, meilleur ciblage et diversification de leurs produits, développement des innovations des formes de sécurisation du crédit.

Pendant l'année 2002, les interventions du CILSS se limiteront à la diffusion et à la valorisation des acquis des réflexions du CILSS et d'autres OIG sur le crédit/épargne en milieu rural sahélien. Il s'agira de : (1) éditer et diffuser les actes de la rencontre sur le crédit rural, (2) organiser des débats nationaux autour de la problématique. Cet exercice de valorisation des acquis permettra de préparer et de réunir les meilleures de lancement des chantiers évoqués plus haut.

### **RESULTAT 4 : Des stratégies de promotion/ développement des micro-, petites et moyennes entreprises locales sont élaborées et mises en œuvre dans le secteur de la transformation agroalimentaire**

Dans ce domaine, le PMPSA se consacrera d'une part, à achever les actions et le processus de transfert initiés.

### ***Par rapport à la capitalisation et à la valorisation des acquis du Projet Régional de Promotion des Produits Locaux au Sahel (PROCELOS)***

Le CILSS a appuyé durant les dix (10) dernières années la création et l'animation de relais nationaux dans le but entre autres de mobiliser l'attention des acteurs sur l'importance du secteur de la transformation des produits agroalimentaires locaux dans les économies nationales. Cette stratégie d'intervention a permis d'améliorer de manière significative la compréhension des contraintes de ce secteur. La période triennale 1999-2001 a été mise à profit pour démarrer le processus de capitalisation et de valorisation des acquis de cette stratégie d'appui aux pays, devant se traduire par la prise en main de toutes opérations par les acteurs eux-mêmes. Il est prévu en 2002 d'achever ce processus de transfert à travers les actions spécifiques suivantes :

- Transférer les acquis organisationnels des relais nationaux et de la coordination régionale aux acteurs réels du secteur en leur assurant appui et accompagnement pour développer leur partenariat et se muer en associations de type privé ;
- Créer, dans le domaine de l'amélioration de l'information des acteurs, les conditions de relance et de pérennisation de l'édition des bulletins agroalimentaires nationaux ;
- Créer le bulletin régional ; un tel bulletin servirait de liaison entre les acteurs individuels et collectifs mais aussi de support de publicité.

### ***Par rapport à l'amélioration de la qualité des produits agroalimentaires transformés (PAAT)***

Le PMPSA a organisé en 2001 l'atelier sous-régional sur la Qualité. Il a été question de réglementations et de gestion de la qualité dans les unités de transformation agroalimentaire. Les problèmes de salubrité des aliments ont été également discutés. Autour de toutes ces questions, des éléments de stratégie et de plan d'action ont été définis. En 2002, il est prévue les actions suivantes :

- Appuyer les initiatives d'amélioration de la qualité pour de meilleures conditions d'approvisionnement en emballages pouvant aboutir à la création d'une unité de fabrication locale. Les solutions ainsi apportées aux problèmes d'emballages accroîtraient la stabilité et l'attrait des produits ainsi que leur commodité pour les échanges commerciaux ;

- Finaliser le plan d'action pour la Gestion de la Qualité incluant la création d'une structure d'harmonisation et de coordination de la réglementation (normes et labels), en partenariat avec des institutions, projets et programmes intervenant dans la sous-région.

#### ***Par rapport au renforcement des capacités entrepreneuriales des acteurs du secteur***

Le secteur de la transformation des produits agroalimentaires locaux souffre énormément de la faible organisation des acteurs eux-mêmes. L'ampleur de la contrainte varie d'un pays à l'autre. Autrement dit, des associations interprofessionnelles existent dans certains pays ; elles sont quasi inexistantes dans la plus part des pays du CILSS. Mais même dans les pays qui en disposent, l'intérêt collectif est encore relativement faible ; ce qui ne favorise pas la promotion du secteur de la manière dont les acteurs le souhaitent.

Par ailleurs, malgré l'amélioration de la qualité des PAAT et du succès qu'ils remportent à chaque occasion (buffets, concours et autres manifestations), ces produits restent encore peu connus du grand public.

Il s'agira en 2002 de :

- impulser et d'accompagner l'organisation des acteurs en associations professionnelles et interprofessionnelles nationales par la tenue de rencontres d'information et sensibilisation entre autres ;
- initier et soutenir des actions de promotion de la consommation des PAAT, en rapport avec les professionnels de la restauration, du tourisme et de l'hôtellerie pour la vulgarisation de recettes culinaires et boissons à base de produits locaux (séances de dégustation, buffets, émissions, concours etc) ;
- appuyer dans les pays des initiatives relatives à l'organisation et à la participation à des manifestations commerciales telles que foires, salons et expositions (entre autres le Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan).

#### **4.2. BESOINS DE FINANCEMENT 2002**

Les besoins de financement pour 2002 se montent à 731.686.364 FCFA soit 15,57 % d'augmentation par rapport au budget accordé en 2000 (633.118.042 FCFA). Par rubrique budgétaire, la situation se présente comme suit :

- Les frais de personnel baissent de 6,64 %. Le Chef de l'Unité PREGEC a quitté au cours de l'année ; il n'a pas été remplacé physiquement. D'autre part, celui de l'Unité Agriculture Durable n'a pas été mobilisé comme prévu.
- Les frais généraux aussi baissent de 24,53 %. Les estimations ont été faites sur la base des stocks de 2001. Par ailleurs, l'effet commande groupée est de plus en plus perceptible.
- Les investissements augmentent de 4,76 %. Ils regroupent les achats de fournitures informatiques (disquettes et autres) et d'un véhicule pour l'Unité PREGEC.
- Les interventions passent de 617.200.000 FCFA à 566.625.000 FCFA soit une baisse de 9,99 %. Lors de la rencontre des PM Politique avec les SP/CONACILSS, il a été convenu d'élaborer un programme de travail 2002 réduit pour permettre aux experts du PMPSA de pleinement participer au processus d'opérationnalisation du CSSA. Par ailleurs, les activités ont été choisies en fonction des ressources humaines disponibles.



# ANNEXES

## ANNEXE 1 : BILAN PHYSIQUE DES REALISATIONS 2001

RESULTAT N° 1			
Des stratégies et politiques agricoles et alimentaires sont élaborées et mises en œuvre au niveau national et régional			
ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS	REALISATIONS	EXPLICATIONS DES ECARTS - OBSERVATIONS
<p>A11</p> <p>Proposer un document cadre pour une politique agricole commune</p> <p>1. Faire une étude /analyse diagnostique des politiques agricoles nationales</p>	<p>Réaliser une revue documentaire</p> <p>Contribuer à l'élaboration du cadre de coopération technique CILSS-CEDEAO</p>	<p>La revue n'est pas réalisée car le comité de pilotage CILSS/UEMOA/CEDEAO créé en 2000 n'a pas fonctionné</p> <p>Une proposition de cadre de collaboration avec la CEDEAO a été élaborée suite à la décision de l'UEMOA de faire cavalier seul. Cette proposition donne les éléments d'un programme conjoint CILSS/CEDEAO basé sur le cadre stratégique régional de sécurité alimentaire au Sahel.</p>	<p>L'UEMOA a obtenu un financement pour élaborer sa politique agricole commune. Et conformément à ses procédures, ces fonds ne peuvent être utilisés dans le cadre d'un programme conjoint. En conséquence, le montage fait à Lomé pour conduire ensemble la dynamique s'est effondrée.</p> <p>Ce projet de cadre de collaboration bilatérale n'a pas pu être examiné. Les changements intervenus à la tête du départements concernés et la structuration en cours au niveau de la CEDEAO n'ont pas permis des avancées significatives dans ce sens.</p>
<p>2. Elaborer et adopter un plan d'action régional de rapprochement / harmonisation des politiques agricoles</p>	<p>Participer aux tables rondes et groupes consultatifs des pays</p> <p>Appuyer l'animation du GMAP</p> <p>Mettre en place un cadre de concertation inter-Etats sur les politiques agricoles</p>	<p>Activité non réalisée</p> <p>Activité non réalisée</p> <p>Activité non réalisée entièrement</p>	<p>La Mauritanie a adressé au CILSS une invitation lui demandant de part à la table ronde des bailleurs de fonds de sa stratégie de lutte contre la pauvreté. Ce dossier n'a pas été imputé au PMPSA</p> <p>Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2001, plusieurs Ministres membres du groupe avaient quitté les gouvernements ; ces changements avaient quelque peu handicapé son fonctionnement. Toutefois, la volonté de transformer en une autre institution a définitive favorisé la mise à l'écart du CILSS du processus d'animation du GMAP</p> <p>Les contacts avec les premiers responsables des Unités de Politique Agricole de certains pays confirment la pertinence de ce dossier. Il sera relancé à travers la grille de suivi et analyse des politiques agricoles au cours de 2002.</p> <p>Les pays n'ont pas confirmé la disponibilité d'équipes d'experts pour ce dossier. La raison plausible est non application directe des premiers responsables des Unités de Politique agricole ; ce qui sera fait en 2002.</p>
<p>3. Mettre en œuvre, suivre et évaluer le plan d'action régional</p>	<p>Sensibiliser sur la nécessité de constituer les équipes nationales de remplissage de la grille</p>	<p>Les pays ont été à maintes reprises relancés par rapport aux recommandations de la rencontre de Accra sur la grille de suivi et analyse des politiques agricoles nationales.</p>	<p>Les pays n'ont pas confirmé la disponibilité d'équipes d'experts pour ce dossier. La raison plausible est non application directe des premiers responsables des Unités de Politique agricole ; ce qui sera fait en 2002.</p>

	Appuyer la réalisation des situations de référence nationales dans les pays disposant d'une équipe et du matériel informatique nécessaire	La réunion de Accra avait conditionné la réalisation des situations de référence à la mise en place des équipes nationales et à l'existence d'équipements informatiques adéquats pour recevoir les données déjà disponibles au niveau régional.	Aucun pays n'a notifié l'existence de ces conditions préalables
	Transférer la base de données dans ces pays	Activité non réalisée	L'absence de réactions des pays par rapport à la mise en place d'équipes d'experts outillés pour animer le dispositif de suivi analyse des politiques
<b>A12</b> <b>Concevoir, adopter et mettre en œuvre des stratégies et politiques alimentaires pertinentes et cohérentes aux niveaux national et régional</b>  <b>1. Approfondir et finaliser le bilan diagnostic sur les stratégies alimentaires nationales</b>	<p>Informers les pays</p> <p>Constituer l'équipe de consultants</p> <p>Lancer les travaux</p> <p>Appuyer l'élaboration des stratégies nationales et de la stratégie régionale</p>	<p>Les résultats de Bamako 2000 ont été largement diffusés, notamment la déclaration des Chefs d'Etat et le cadre stratégique régional. Des informations sur la suite du processus ont été régulièrement pour préparer la participation des pays à la réunion de lancement du processus d'opérationnalisation du cadre.</p> <p>Un appel d'offres international et régional a été lancé, les bureaux européens et sahéliens ont été sélectionnés. Les dispositions sont en cours la constitution des équipes de consultants nationaux.</p> <p>Un atelier régional de lancement du processus d'élaboration des stratégies nationales et régionales de sécurité alimentaire a été tenu en mai 2001 à Dakar. Elle a donné l'occasion de finaliser les TDR d'élaboration des stratégies nationales et régionale ; il a regroupé les représentants des Etats, des partenaires au développement, les OIG de la sous-région.</p> <p>Tous les pays ont bénéficié de l'appui du CILSS pour élaborer, réajuster et/ou recadrer leurs stratégies et programmes opérationnels. D'autre part, les éléments de la stratégie régionale et du programme quinquennal 2003-2007 sont disponibles</p>	<p>Il reste la mise en place des dispositifs nationaux de pilotage du processus sur le terrain.</p> <p>Cet appel à candidature a été fait suite à un appel à manifestation d'intérêt répondu par 3 bureaux européens et 3 bureaux sahéliens.</p> <p>L'atelier a connu la participation des représentants des structures chargées des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.</p> <p>Ce dossier au niveau des pays atteindra sa vitesse de croisière au courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2002. Le processus d'opérationnalisation du CSSA prendra fin certainement vers la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2002.</p>

<p><b>A13</b>  <b>Elaborer, adopter et mettre en œuvre un plan d'action d'élimination des entraves commerciales</b></p> <p>1. Réduire les entraves</p>	<p>Poursuivre la mise en œuvre des résultats de l'atelier de Niamey sur le convoyage</p>	<p>Le comité régional de suivi des recommandations de Niamey (CRS/RN) est constitué et fonctionnel ; il s'est doté d'un plan triennal de suivi du plan d'action en question. Il est mis en place des cellules techniques au sein des CNC avec pour mission principale, la mise en œuvre du programme triennal.</p> <p>Des initiatives ont été par ailleurs prises pour sensibiliser les acteurs nationaux et régionaux en vue de la réduction des entraves. Pour ce faire, une carte routière sous-régionale est en cours de confection.</p> <p>Toutes les délégations nationales présentes à Niamey ont fait la restitution des résultats de la rencontre par groupe d'acteurs en général. Le PMPA appuyé financièrement les pays pour la mise en œuvre du plan d'actions.</p>	<p>Il reste à compléter sa composition par le choix d'un agent du Corps de la Police car le Commissaire de Police de Ouagadougou en République de Côte d'Ivoire a décliné l'offre ;</p> <p>5 projets de carte routière nationale (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo) sont finalisation ; les activités de sensibilisation au Togo ont donné des résultats probants : sur la RN1 (Lomé-frontière BF) le nombre de postes de contrôle est passé 27 à trois. Au Niger, trois postes douaniers ont été supprimés. Par ailleurs, la Direction Régionale des Douanes de la région de Sikasso a initié une note de sensibilisation et de mise en garde des agents douaniers des frontières Mali-Côte d'Ivoire et Mali-Burkina Faso sur les pratiques anormales ; la note exhorte tous les opérateurs victimes de tracasseries de prendre son contact.</p> <p>Seul le Mali a organisé un atelier national élargi.</p>
	<p>Exécuter la phase pilote de l'Observatoire des pratiques anormales</p>	<p>Les ressources nécessaires ont été mobilisées à hauteur de 50% pour la mise en œuvre de l'Observatoire</p>	<p>Le niveau de mobilisation des ressources financières est suffisante pour démarrer les activités. Mais en raison des divergences et incompréhensions entre le CILSS et le REAO, le processus est bloqué.</p> <p>Le démarrage des activités de l'Observatoire n'a pu se faire à cause du blocage du processus général. Le déblocage est intervenu avec la réunion régionale d'information de l'ensemble des acteurs concernés (commerçants, forces de l'ordre, transporteurs, conseils des chargeurs. Un nouveau comité de pilotage élargi aux autres acteurs et aux partenaires a été constitué. Il a tenu sa première réunion en octobre 2001 qui lui a permis d'adopter son mandat et de procéder au dépouillement des offres. Un nouveau dossier d'appel d'offres est présentement en examen pour constituer l'équipe d'animation technique de l'Observatoire.</p>
	<p>Mettre en place et animer la bourse régionale de fret</p>	<p>L'appui à l'opérationnalisation de la Bourse Nationale de Fret du Burkina Faso est effectif. La Bourse Nationale de Fret a réalisé une tournée d'information, de sensibilisation et de mise en place de ses Points Focaux à l'intérieur du Pays.</p>	<p>La Bourse Nationale de Fret du Burkina Faso qui dispose d'un programme d'activités et d'un dispositif opérationnel au plan national est handicapée par le manque de moyens pour une mise en œuvre efficace de son programme ;</p>

		<p>En sus des résultats obtenus en matière de structuration, de rayonnement et mobilisation des principaux acteurs au tour de l'initiative, la Bourse dispose d'orientations et d'axes de programme précis qui expriment la volonté et les préoccupations des acteurs et utilisateurs ;</p> <p>Il y a eu un appui catalytique financier au Niger et au Togo pour la mise en place de leurs Bourses Nationales.</p> <p>Les récents contacts avec l'Union des Conseils des Chargeurs Africains (UCCA) ouvrent de bonnes perspectives dans la mise en place de la bourse régionale.</p>	<p>Les acteurs chargés de piloter la mise en place de la Bourse Nationale de Fret au Niger semblent avoir des difficultés pour mobiliser l'appui catalytique financier fourni par le Programme. Au Togo, le Conseil National des Chargeurs a pris les choses en mains. Une journée de réflexion et de diffusion des accords régissant le transport des marchandises sera organisée en 2002.</p> <p>Un accord-cadre de collaboration est en cours d'élaboration entre le CILSS et l'UCCA. Des dispositions sont en cours pour élargir les actions du CILSS au Sénégal. 2002 sera l'année de couverture de l'ensemble des pays du CILSS</p>
2. Réactualiser les plans d'actions existants	Relancer les activités du sous-espace Ouest	Le processus de relance des activités de promotion des échanges dans cet espace a été conduit en 3 étapes distinctes : une réunion régionale restreinte préparatoire, des ateliers nationaux bilan et la rencontre régionale de relance. Ces 3 étapes ont été entièrement exécutées.	La réunion préparatoire a permis de confirmer la pertinence de l'exercice de relance et définir les modalités pratiques d'organisation technique (canevas des rapports, préalables au niveau des pays, etc...). Les ateliers nationaux ont donné l'occasion de faire un bilan des actions menées depuis Nouakchott 1996 et d'établir un programme national de réduction des entraves aux échanges. La rencontre proprement dite a permis d'actualiser le plan d'action de Nouakchott et de définir les éléments du programme triennal 2002-2004 pour le sous-espace.
	Organiser la réunion des Ministres du sous-espace Centre	La réunion des Ministres du Sous-Espace Centre s'est tenue octobre 2001. Elle a été précédée de celle des opérateurs économiques et des CNC comme d'habitude.	Elles ont permis de (1) de faire le point de l'exécution des résolutions de la réunion tenue à Bamako en juin 1998, (2) de formuler de nouvelles orientations, (3) de définir des axes d'intervention et (4) de faire des recommandations visant la construction d'un marché sous-régional dynamique et compétitif par la fluidification des échanges sous-régionaux des produits agroalimentaires locaux et le rapprochement des politiques nationales.
	Diffuser les plans d'action actualisés de réduction des entraves	Les conclusions de Niamey, de Bamako et d'Accra ont été diffusées par le niveau régional à travers la finalisation et la diffusion des comptes Rendus et par le niveau national à travers les séances de restitution (ateliers, réunions restreintes de travail, séances de programmation des activités, et...)	Ces plans d'actions servent de documents de base pour l'élaboration des programmes de travail annuels des CNC.

3. Appuyer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans d'actions	Donner des appuis financiers et techniques aux CNC	Des appuis catalytiques financiers ont été fournis à tous les pays éligibles.	Toutes les missions d'appuis techniques et de suivi n'ont pas pu être réalisées ;
	Mettre en œuvre le plan d'action du CRS/RN	Le plan d'actions du CRS/RN est mis en œuvre de façon satisfaisante.	Les premiers résultats ont été présentés en octobre 01 à Accra lors de la rencontre des Ministres chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales du Sous-Espace Centre. A titre d'exemple, une carte routière sous-régionale est en cours d'élaboration. 5 projets de cartes nationales sur 6 sont disponibles
<b>A14</b> <b>Développer un système d'information commercial à vocation régionale</b>			
1. Relancer flash hebdo	Reprendre la publication de flash hebdo	La publication de flash hebdo a été assurée durant les mois de janvier-février uniquement.	La publication de flash hebdo est suspendue par manque de matières premières( données, statistiques sur les marchés suivis) .
2. Renforcer les systèmes d'information nationaux	Appuyer les systèmes nationaux	L'appui n'a pas été fourni.	Les SIM nationaux bétail-viande sur lesquels se base la construction du système d'information commerciale régional ne sont pas opérationnels. Leur mise en opération nécessite de fonds énormes que le CILSS ne dispose guère. D'autre part, la rencontre des CNC de Bamako (1998) a tout simplement recommandé au CILSS des appuis catalytiques. Ces appuis devraient être donnés à SIM fonctionnels.
3. Mettre en place et animer un système d'information commercial régional	Réfléchir sur les conditions de mise en place d'un système opérationnel et efficace	La réflexion sur les conditions de mise en place d'un système opérationnel et efficace a été réalisée. Elle a abouti à trois scénarii. Mais quelque soit le scénario retenu, il y'a un minimum de conditions humaines, matérielles, financières et d'ordre méthodologique à réunir pour que le système soit opérationnel.	Des discussions ont eu lieu entre le PMPA et le PMI pour l'opérationnalisation de ce système. Le PMI ne disposerait pas présentement de moyens pour la prise en charge de ce dossier. La synthèse des travaux a été présentée, discutée et adoptée lors de la rencontre des CNC et des opérateurs économiques à Accra en octobre 01. des orientations ont été données par les Ministres pour la suite à donner à ce dossier.
<b>A15</b> <b>Appuyer et accompagner les opportunités d'affaires à l'échelle Régional</b>			
1. Identifier les besoins en rapport avec les bénéficiaires	Fournir des appuis conseil et techniques aux initiatives des opérateurs économiques aux niveaux national et régional	Le PMPA a appuyé le comité de pilotage de la structure régionale de promotion des échanges régionaux dans à l'élaboration des TDR de la mission circulaire de prospection, de recherche de débouchés et de partenariat ; Il a contribué également à l'établissement de contact de partenariat entre ledit Comité et la BOAD ainsi qu'avec les différents CNC dans les pays du Sous-Espace Centre .	Grâce à ces contacts, le Comité de Pilotage a pu d'une part constituer des pool d'importateurs et d'exportateurs par pays et envisager la réalisation d'une mission circulaire en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo.
2. Appuyer l'organisation des voyages d'études, des foires commerciales et des opérations tests d'échanges	Appuyer la mission de prise de contact et de prospection du comité de pilotage en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo.	L'Unité a appuyé la mission de prise de contact, de prospection et de recherche de partenariat du Comité de Pilotage au Ghana et au Togo à hauteur de 80% des frais de mission.	La mission a été retardée par des contraintes de calendrier des membres de la délégation.

<b>A16</b> <b>Appuyer les Etats dans les négociations Régionales et internationales</b>			
<b>1. Renforcer la capacité des Etats à négocier et à participer aux débats régionaux</b>	Démarrer le processus d'organisation de la rencontre régionale de relance des activités du sous-espace Ouest	Le processus est démarré et est même avancé. IL y'a eu la tenue d'une réunion préparatoire qui a regroupé tous les Pays dudit Sous-Espace avec des résultats forts appréciables.	La réunion elle même aura lieu courant août 01 à Bamako.
<b>2. Animer les débats sur les enjeux de l'intégration et de la coopération régionale dans le domaine agroalimentaire</b>	Participer à l'animation du cadre de concertation CILSS-CEDEAO-UEMOA et autres OIG et OI	Le PMPSA a participé à la plupart des réunion de la concertation inter-OIG. Il a contribué à l'élaboration du programme de renforcement des capacités des opérateurs économiques et des CNC. Les activités au sein du Forum Ouest-africain (FOA) sont au point mort pour des raisons de non disponibilité du REAO a pleinement assuré son rôle de secrétariat technique de l'initiative.	Ce programme n'est toujours pas exécuté pour des raisons de procédures de décaissement au niveau de l'UEMOA, agence d'exécution du programme conjoint des OIG financé par le FIDA. Une proposition des TDR de l'évaluation du FOA a été faite par le PM à l'USAID principal partenaire financier du Forum.
<b>3. Suivre les négociations de l'OMC</b>	Se familiariser avec les accords et principes de l'OMC	Un programme d'activités a été élaboré à cet effet en concertation avec l'UEMOA et la CEDEAO. Il va bénéficier de l'Appui financier du FIDA.	L'UPA, organisation de professionnels Agricole du QUEBEC est intéressé à apporter sa contribution grâce à l'appui financier de l'ACDI.
<b>A17</b> <b>Appuyer et accompagner les initiatives et les expériences des opérateurs économiques et les producteurs au niveau national et régional</b>			
<b>1. Appuyer directement les acteurs impliqués dans les échanges commerciaux en matière d'organisation</b>	Appuyer (technique) l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités (CNC) Fournir des appuis catalytiques financiers	Le PM a commandé une mission bilan-évaluation externe des CNC. Il a appuyé le processus de restructuration du CNC du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Togo Des appuis catalytiques financiers ont été fournis à tous les Pays éligibles.	Les résultats de la mission d'évaluation ont été examinés et adoptés par la réunion des CNC tenue en octobre 2001 à Accra. Des recommandations visant à accroître les performances organisationnelles, institutionnelles, de gestion des CNC ont été faites. Ces appuis ont permis la mise en œuvre des programmes d'activités adoptés mais aussi la définition des éléments du programmes d'activités pour les trois ans à venir.
<b>2. Appuyer les organisations socioprofessionnelles et paysannes</b>	Impliquer les organisations paysannes aux activités du CILSS Fournir des appuis ponctuels et à la demande à certaines initiatives Appuyer la création et la promotion d'associations interprofessionnelles	Il n'y a pas d'action spécifique en dehors de celles menées dans le cadre des CNC ; Des contributions techniques ont été fournies à travers la participation à certaines rencontres, séminaires, ateliers, etc. ; Il n'y a pas eu d'action spécifique en matière de création d'Association.	Le processus et la méthode de formulation des programmes d'activités adopté par l'Unité permet aux principaux acteurs, intervenants et partenaires notamment les organisations paysannes de s'impliquer et d'exprimer leurs préoccupations.

**RESULTAT N° 2**

Les mécanismes et les capacités de prévention et de gestion des crises alimentaires sont améliorés et renforcés

ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS	REALISATIONS	EXPLICATIONS DES ECARTS - OBSERVATIONS
<b>A21</b> <b>Approfondir la réflexion sur la problématique d'accès aux denrées alimentaires des groupes vulnérables</b>			
1. Analyser les contraintes majeures liées à l'accès des populations vulnérables et propositions de solutions	Réfléchir sur l'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité au Sahel	Réflexion en cours. Le comité technique s'est réuni plusieurs fois.	Les méthodes utilisées par les dispositifs régionaux sont connues.
	Présenter et valider des propositions d'harmonisation des méthodes d'analyse de la vulnérabilité lors de la rencontre de juin 2001 sur le suivi de la situation alimentaire	Non réalisée	Le document de synthèse n'était pas disponible
	Participer à la réflexion sur la faisabilité du bilan alimentaire	Le PMPSA a participé à l'atelier organisé par le CRA du 9 au 13 juillet 2001	
2. Mettre au point et valider une approche de sécurité alimentaire des zones (rurales) structurellement déficitaires en particulier les zones pastorales	Analyser les contraintes de sécurité alimentaire dans les zones structurellement déficitaires en Mauritanie et au Niger	Le document d'étude de la Mauritanie est disponible. Celui du Niger est en cours de finalisation	Les études ont accusé du retard par manque de financement
<b>A22</b> <b>Appuyer et renforcer les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires</b>			
1. Evaluer les processus nationaux de prévention et d'intervention et proposition d'un dispositif type modulable en fonction des réalités de chaque pays	Sensibiliser et appuyer la coordination des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires dans les pays (évaluation interne et ateliers nationaux)	Non réalisée	Absence de fonds
	Faire la synthèse des résultats des ateliers nationaux et proposition d'un cadre d'organisation	Non réalisée	Idem
2. Appuyer la mise en œuvre du dispositif type	Evaluer les besoins d'assistance aux populations vulnérables suite récoltes 2000/2001	L'évaluation a été faite au cours des missions conjointes au Tchad, en Mauritanie et au Niger	Les missions conjointes ont été dirigées par le PREGEC, avec la participation du FEWS NET, de la FAO (au Tchad), du PAM (en Mauritanie et au Tchad) et du RESAL (au Niger)
	Renforcer les outils d'analyse (équipement en matériels et logiciels informatiques)	Non réalisée	Manque de fonds
	Appuyer la communication et la diffusion de l'information	Des documents et rapports de réunion ont été envoyés à la Cellule de communication pour diffusion	L'information sur la situation alimentaire est largement diffusée à travers le « Reflets sahélien »
3. Suivre et évaluer la mise en œuvre du dispositif type	Suivi/évaluation du fonctionnement des dispositifs nationaux (organisation de missions de suivi-évaluation dans les pays)	Le fonctionnement des dispositifs est connue à travers la réunion de mars 2001 sur la situation alimentaire	
<b>A 23</b> <b>Implanter et animer un dispositif de veille au niveau régional</b>			



3. Suivi et évaluer les programmes d'investissement prioritaire dans le domaine de la ME	Mettre en place le mécanisme de suivi	Activité non réalisée	Pour les même raisons que ci-dessus
4. Faire l'état des lieux sur la problématique de la fertilité des sols (FS) et du développement des productions animales (DPA)	Réaliser 18 bilans diagnostics des situations nationales des domaines cités (FS, DPA) Réaliser la synthèse des bilans diagnostics	Activités non réalisées	L'absence d'une équipe exclusivement en charge de ces dossiers n'a pas permis de faire des avancées significatives. D'autre part, ils sont pris en charge dans le cadre de l'opérationnalisation du CSSA. Il en est de même du dossier maîtrise de l'eau.
<b>A 33</b> Exploiter la réflexion sur les filières agroalimentaires porteuses et proposer des stratégies de promotion/développement			
1. Diffuser les acquis de la rencontre de Nouakchott 1997	Editer et publier les documents  Diffuser les acquis à travers l'organisation d'ateliers nationaux	Des séries de séances de travail ont été tenues avec la Cellule de communication. Une maquette du document de sensibilisation est disponible. Le rapport de la réunion de Nouakchott a été largement diffusé. Des fiches thématiques sont en cours de confection.	La Cellule a été très peu disponible à cause de sa charge de travail. Des dispositions seront prises pour réaliser l'édition et la publication des documents par des prestataires extérieurs Le PMPA et AGROSOC renforceront davantage leur collaboration pour boucler ce dossier.

<b>RESULTAT N°4</b>			
<b>Des stratégies de promotion/ développement des Micro-, Petites et Moyennes Entreprises locales sont élaborées et mises en œuvre dans le secteur de la transformation agroalimentaire</b>			
<b>ACTIVITES PRINCIPALES</b>	<b>PREVISIONS</b>	<b>REALISATIONS</b>	<b>OBSERVATIONS - ECARTS</b>
<b>A41</b> <b>Capitaliser et valoriser les acquis de PROCELOS</b>  1. Renforcer les capacités d'intervention des relais nationaux	Fournir aux RNP des appuis matériels (compléter l'équipement de certains en matériel informatique) techniques, et financiers.	Trois nouveaux relais ont acquis et installé leurs équipements informatiques. Relance générale du fonctionnement des relais, renforcement et élargissement de leurs relations de partenariat.	Les relais du Mali et du Niger qui ont déjà reçu les fonds destinés aux équipements tardent à l'acquiescer alors que les relais de Gambie et de Mauritanie n'ont pas encore reçu les fonds, faute de justification d'avances précédentes.
	Relancer et pérenniser l'édition des BAA nationaux en collaboration avec la Cellule de Communication	Un logo de base est en cours de finalisation et une présentation commune pour les BAA nationaux été présentée aux RNP qui l'ont adoptée. Un relais a réalisé une maquette et un autre a édité deux numéros de son BAA	Les retards de la finalisation du logo et de l'élaboration de la maquette de référence sont dus à la surcharge de la cellule de communication. L'édition des BAA est généralement retardée par le manque de ressources durables et pour la Mauritanie, à des entraves administratives.
	Editer et diffuser un Bulletin Agroalimentaire régional (élaboration de TDR et maquette)	Les TDR étaient élaborés concomitamment avec ceux des BAA nationaux.	La maquette devait être réalisée à la suite de celle des BAA nationaux
	Appuyer la mise en œuvre des solutions issues de la réflexion sur l'emballage.	Création d'une centrale d'achat en cours avec le relais du Mali, échanges avec un groupe européen ayant un projet en formulation pour la fourniture et la fabrication d'emballages dans la sous-région	Manque d'initiatives hardies de la part des relais
<b>A42</b> <b>Développer les capacités entrepreneuriales des acteurs du secteur</b>  1. Informer et sensibiliser les acteurs sur les avantages de l'organisation et du professionnalisme	Fournir de l'appui pour à une meilleure gestion de la qualité et contribuer à l'amélioration et à la création de normes et labels de qualité pour les PAAT.	Organisation de l'atelier sous-régional de validation de l'étude sur la qualité des PAAT, Initiatives en cours dans les pays pour la mise en œuvre des conclusions et recommandations de l'atelier	
	Appuyer la création et le renforcement d'organisations professionnelles et interprofessionnelles	Poursuite de la sensibilisation des opérateurs et appui au fonctionnement des organisations professionnelles. Développement de partenariats (coordination et relais)	
	Capitaliser et développer l'expérience des acteurs du secteur en matière de relations contractuelles	Organisation d'un voyage d'étude et d'échange pour des représentants des opérateurs économiques et responsables des RNP des 9 pays du CILSS au Mali et aux Etats Unis d'Amérique (EUA). Valorisation des résultats dudit voyage	
2. Appuyer la promotion commerciale des PAAT	Fournir de l'appui financier catalytique et de l'assistance-conseil aux organisations professionnelles de transformateurs	Participation à la FIARA de Dakar, Exposition en marge de l'atelier sur la qualité, Promotion de divers produits au cours du voyage d'étude.	Faiblesse des ressources disponibles à cet effet et des capacités d'autofinancement

	Préparer la participation à une manifestation périodique à caractère régional ou sous-régional	Aménagement d'une boutique d'exposition-vente permanente en Gambie	Le Salon International d'Abidjan (SARA) qui a été identifié comme une manifestation d'envergure sous-régionale se tient généralement en fin novembre mais la confirmation de sa tenue cette année est attendue.
3. Promouvoir la consommation des PAAT	Appuyer la vulgarisation de recettes culinaires et de boissons à base de produits locaux	Actions de promotion dans le cadre des Journées annuelles de l'Alimentation, de la Femme Rurale et du CILSS Poursuite de la vulgarisation et appui aux restaurateurs et services traiteurs offrant des produits locaux dans la recherche de marchés	
<b>A43</b> <b>Promouvoir un environnement institutionnel et économique favorable au développement du secteur de la transformation agroalimentaire</b>			
1. Appuyer l'élaboration de stratégies et programmes nationaux de promotion des PME de la transformation des produits agroalimentaires	Faire l'état des lieux sur l'environnement institutionnel et économique de chaque pays.	Les enquêtes prévues n'ont pas été réalisées	Défaut de programmation et fonds non envoyés aux relais (insuffisance de trésorerie et faible justification des avances antérieures).

## ANNEXE 3 : PLAN DOPERATION 2002

ANNEXE 5 PLAN D'OPERATION 2002

Schéma de programmation des activités		Activités liées au pilotage, à la coordination et à la gestion du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMP/SA)												Période : 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002		Page 1		
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût Millions FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A0	Pilotage, coordination et gestion du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMP/SA)																	
A01	Assurer la coordination et le suivi du PMPSA													DC		5,5		
A 0.1.1	Organiser des réunions mensuelles des Chefs d'Unités	Les réalisations par Unités sont partagées, les contraintes identifiées et des solutions proposées												DC	CU, Expert	PM	Nécessité d'un tableau de bord des réunions, missions, etc le transmettre aux PM et aux partenaires	
A 0.1.2	Organiser des réunions trimestrielles de contrôle d'avancement du programme	L'état d'avancement du programme est établi et des mesures correctives sont identifiées et appliquées												DC	CU, Experts, CDG, AT, CTP, CTSA, CICC	2	Compte-rendu des réunions à transmettre au SE, CGPMP pour prise de décision	
A 0.1.3	Coordonner l'élaboration des documents de programmation et suivi-évaluation	Le rapport d'activité du trimestre écoulé, un programme de travail et un plan de financement du trimestre suivant sont retenus et transmis												DC		PM	Réunion de juillet axée sur la préparation du CTG 2002	
A 0.1.4	Prendre part aux CTG et aux Instances statutaires (Conseil de Direction, CRPS, Conseil des Ministres, Somme des Chefs d'Etats et de Gouvernement)	Absence de duplication dans les activités entre les PMP et PMT												DC	CU, CGPMP, DG	3,5	Dates à fixer préalablement et à respecter	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon-	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
A02	Coordonner la réflexion sur la rationalisation des Relais Nationaux (RN) PMPSA															CGPMP, CU, Experts, AT, CT		
A 0.2.1	Elaborer une note consensuelle d'orientation et de propositions de mesures	Une vision et des mesures consensuelles de rationalisation des relais nationaux PMPSA sont disponibles													DC		PM	Chaque unité participe à la réflexion
A 0.2.2	Soumettre la note au Secrétariat Exécutif pour décision	Des mesures de rationalisation des relais nationaux PMPSA sont soumises au SE et appliquées													DC		PM	Suite du processus à la discrétion du SE
A03	Coordonner les contributions à l'opérationnalisation du CSSA																78,8	Sous la supervision du CT/SA
A 0.3.1	Organiser des ateliers nationaux, régionaux et des missions d'appui des Experts et du PMPSA aux Comités CSSA	Le PMPSA a contribué à l'élaboration des 9 stratégies nationales, d'une stratégie régionale et d'un plan quinquennal de sécurité alimentaire													DC	CU, Experts	30	
A 0.3.2	Fournir une expertise externe aux Comités Nationaux CSSA	Le PMPSA a contribué à l'élaboration des 9 stratégies nationales, d'une stratégie régionale et d'un plan quinquennal de sécurité alimentaire													DC	CT/SA + Consultant	48,8	
A 0.3.3	Contribuer à la rédaction des rapports techniques (d'avancement des travaux, stratégie régionale de SA, programme quinquennal 2003-2007)	Les documents sont disponibles et correspondent aux critères de qualité préétablis													DC	CT/SA + Consultant	PM	
A04	Renforcer les capacités internes																2	
A 0.4.1	Organiser la participation aux formations en méthode avancée de participation, en programmation, suivi-évaluation et en négociation/plaidoyer	Les ateliers du PMP sont facilités par des compétences internes  Les documents soumis au CTG reflètent mieux l'approche-programme et les activités sont mieux suivies													RO	PMGRN, CGPMP, RPM, CU, Expert, AT	2	Coût des formations budgétisé par le PMPGRN



N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon-	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
																		Page 3
A 0.4.2	Identifier les besoins en formations individuelles et collectives	Un programme de formation est établi pour 2002-2003													RO		PM	
A 0.4.3	Renforcer les capacités des CNC et des opérateurs économiques sur les accords de l'OMC	Les accords de l'OMC, la problématique du marché régional sont mieux connus et les performances techniques et organisationnelles des CNC sont consolidées													CT/SA	RPMPA, UEMOA, CEDEAO, CRAT, MD	PM	Financement spécifique FIDA, éventuellement CTA
A05	Assurer l'échange d'expériences au niveau régional et international																12	
A 0.5.1	Participer à des réunions dans lesquelles l'expertise et l'expérience du CILSS sont nécessaires	Le rôle et la visibilité du CILSS se sont améliorés													DC	CGPMP, RPM	12	Sur la base des instructions du SE
Sous-Total (A0)																	98,3	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à la formulation et la mise en œuvre des stratégies et politiques agricoles et alimentaires												Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002			Page 4	
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A1.1	Mettre en place un Observatoire de suivi et d'analyse de politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CILSS et leurs voisins															21,2		
A 1.1.1	Organiser une rencontre régionale de lancement de l'Observatoire et de constitution des équipes nationales avec les quatorze pays concernés	Les équipes nationales constituées													DC	RO, Unités nationales de formulation des politiques	16,2	
A 2.1.2	Equiper en logiciel ACCESS les équipes nationales de suivi dans cinq pays	L'Observatoire dispose pour cinq pays : de la grille de suivi et d'analyse des politiques agricoles et alimentaires rempli et de 5 notes de conjoncture produites													RO	CU, CDG	5	

N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques page 5
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A1.2	Animer l'observatoire de suivi et d'analyse de politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CILSS et leurs voisins																15,5	
A 1.1.3	Etablir une situation de référence pour les cinq pays non membres de l'UEMOA (Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Tchad)	L'état de la politique agricole des cinq pays non membres de l'UEMOA est connu													RO	CU, CDG, Unités de politiques	12	
A 1.1.4	Etablir l'état de convergence et/ou de divergence des politiques agricoles et alimentaires des pays du CILSS et de leurs voisins	Le degré de rapprochement et/ou de divergence des politiques nationales des pays du CILSS est mis en évidence													DC	RO, CDG, CGPMP, UEMOA, CEDEAO, UMA, CEMAC	3,5	En utilisant les document de l'UEMOA (4 pays), du CSSA, les situations de référence établies sur les 5 autres pays du CILSS et les informations disponibles de la CEDEAO
Sous-Total (A1)																	36,7	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à la définition des conditions d'une agriculture durable													Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002			Page 6
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A2.1	Appuyer l'élaboration et la validation des PIP nationaux																122,7	Recrutement urgent du Chef de l'Unité pour le démarrage des activités, avant le 01/04/02
A 2.1.1	Mise à la disposition des pays l'expertise technique et le financement pour la finalisation des PIP	Neuf (9) PIP nationaux sont validés et disponibles suite aux ateliers de validation dans les pays													N.X	Ministères chargés de la ressource Eau ONG	15,4	
A 21.2	Elaborer un programme régional d'accompagnement des PIP nationaux	Les prestations du CILSS pour accompagner les PIP sont connues													N. X	CEDEAO WATAC OMVS UASP OIG	4,75	
A 2.1.3	Organiser un atelier régional de validation du programme d'accompagnement des PIP nationaux	Un tableau de bord d'appui du CILSS à la mise en œuvre des PIP est diffusé.													N. X		38,0	
A 2.1.4	Réaliser une étude sur les perspectives de l'élevage en Afrique de l'Ouest et au Tchad	Un diagnostic du secteur de l'élevage est établi et validé au niveau régional													N. X	UICN INSAH UASP CIRDES MA-CILSS UNSO UEMOA	11,25	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques  Page 7
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A 2.1.5	Réaliser un bilan diagnostic sur la situation des pêches continentale et maritime en Afrique de l'Ouest et au Tchad	Les connaissances sur la problématique des pêches sont améliorées													N.X	UASP MA-CILSS ADEPA INSAH/CILSS	42,05	
A2.1.6	Elaborer un programme régional sur la gestion intégrée de la fertilité des sols	Un (1) cadre d'orientation des interventions et un (1) plan d'action régional sur la gestion intégrée de la fertilité des sols est disponible													N.X	IFDC PADLOS CICC PROCELOS INSAH/CILSS	11,25	
A2.2	Diffuser et valoriser les études sur le crédit /épargne																11	
A 2.2.1	Editer, Publier et diffuser les actes de la Rencontre régionale sur le crédit/épargne rural	Les actes de la Rencontre sont disponibles au niveau des acteurs nationaux													N.X	CICC FERAP	2,0	Terminer et transférer le dossier vers les pays
A 2.2.2	Appuyer les Etats dans l'organisation des débats nationaux sur le crédit/épargne rural	Au moins trois (3) pays utilisent les résultats de la Rencontre régionale													N.X	Pays CICC	9,0	
Sous-Total (A2)																	133,7	



Schéma de programmation des activités		Activités liées à l'amélioration du fonctionnement des marchés des produits agricoles aux niveaux national et régional												Période: 01/03/2002 au 31/12/2002		Date: 28/02/2002		Page 8
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
	Mettre en place l'Observatoire des pratiques anormales relatives aux échanges des produits agricoles sur 5 axes routiers																74	
A 3.1.0	Etablir une situation de référence des pratiques anormales	L'impact des pratiques anormales sur les économies nationales et les filières est connu													DC	RO, MD, Consultants	PM/ USAID	Financement spécifique USAID à confirmer
A 3.1.1	Recruter le bureau d'études chargé de la supervision de la collecte et de l'analyse des données	Les compétences de l'expertise requise sont disponibles													DC	REAO, CRS, UEMOA, CEDEAO, RO	15	
A 3.1.2	Suivre l'élaboration des outils de collecte, d'analyse et de suivi des informations et données	Fiche d'enquête, base de données et canevas de rapport disponibles													RO	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	PM	
A 3.1.3	Contribuer à l'identification et à la formation des enquêteurs (transporteurs, chauffeurs et convoyeurs)	un réseau d'enquêteurs est formé et disponible													RO	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	33,2	
A3.1.4	Collecter et traiter les données et produire un premier rapport trimestriel avant fin 2002	Des rapports mensuels et un premier rapport trimestriel fiable et explicatifs de la situation des entraves à la promotion et à la fluidité des échanges sont disponibles													DC	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	25,8	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
A3.2	Appui à la mise en place et au fonctionnement des Bourses Nationales de Fret (Burkina Faso, Niger, Sénégal, Togo) et à Afrique verte dans l'organisation de la Bourse Régionale Céréalière																8,5	Développer le partenariat avec l'UACC/Douala
A 3.2.1	Appui conseil à la Bourse Nationale de Fret (BNF) et formation des enquêteurs des zones de fret	La BNF du Burkina opérationnelle : 36 bulletins hebdomadaires disponibles et diffusés auprès des membres													RO	CU, CC, CNC, UACC	1,5	
A 3.2.2	Appui à la mise en place de la BNF au Niger, au Sénégal et au Togo (conseil et animation des réunions constitutives et de suivi)	Les BNF du Niger, du Sénégal et du Togo sont constituées (structures membres et hôte identifiées, document de base disponible, production des premiers bulletins)													RO	CYU, CC, CNC, UACC	4,5	
A3.2.3	Apporter des informations et un appui technique à l'organisation de la bourse régionale céréalière	Le nombre de participants et les quantités échangées ont augmenté													MD	RO, DC, AMK, UDL, Afrique Verte	2,5	
A3.3	Appuyer l'élaboration et suivre les plans d'actions de réduction des entraves																55	
A 3.3.1	Organiser les 3 réunions de suivi-bilan de la mise en œuvre des plans d'actions dans les SEC et SEO (2 réunions sous-régionales et une de concertation bi-pays)	Un bilan de la réduction des entraves est établi pour chaque sous-espace (carte routière disponible) ; Apaisement des contentieux (entre forces de l'ordre) préjudiciables à la fluidité des échanges des produits agricoles													DC	RO, CNC, SP / CONACILSS, MD	45	
A 3.3.2	Effectuer des missions préparatoires de prises de contact (Tchad, Nigeria, Cameroun, Bénin) et organiser un atelier sous-régional de préparation d'un plan d'action de réduction des entraves dans le Sous Espace Est (SEE)	Un ébauche de plan d'actions sous-régional de réduction des entraves disponible													RO	DC, CNC, SP / CONACILSS, MD	10	

N°	Activité	Résultat direct	Cadre temporel												Res-pon-	Acteurs associés à la	Coût	Remarques
----	----------	-----------------	----------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----------	-----------------------	------	-----------

	Sous activités	(des sous activités)	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	sable	mise en oeuvre	million FCFA	page10
A3.3	Poursuivre et clôturer la mise en œuvre du Projet Marchés Frontaliers (PMF)																PM	Financement spécifique CFC mobilisé
A 3.3.1	Réaliser, réceptionner les gîtes d'étapes au Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Nigeria	Le bétail arrive en meilleur état et à sa destination finale													DC	RO, CNC, FAO, ILRI, CFC	PM	
A 3.3.2	Réaliser des sessions de formation, des voyages d'études, d'échanges d'expériences et recherche de partenariat des acteurs de la filière bétail-viande	Les capacités des acteurs de la filière bétail-viande sont améliorées													DC	RO, CNC, FAO, ILRI, CFC	PM	
<b>Sous-Total (A3)</b>																	137,5	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à la consommation et la transformation des produits agroalimentaires												Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002			Page 11	
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A4.1	Transférer les acquis de PROCELOS															45,7		
A 4.1.1	Fournir un appui technique et financier aux RNP	Les RNP sont autonomes du CILSS pour le financement de leur fonctionnement												Diouf	Pays ONG	30,0	Statut juridique approprié et des relations de partenariat favorables	
		Chaque RNP dispose d'une (1) maquette de bulletin Agroalimentaire et a engagé la recherche de financement												Farouk	CICC RNP	p.m.		
A 4.1.2	Organiser une rencontre de partage des expériences réussies entre RNP	Les RNP disposent d'outils et d'expériences pour améliorer leurs capacités d'intervention												MD	RNP CONACILSS PMP/SA	15,7		
A4.2	Appuyer l'amélioration de la qualité des produits transformés															9,5		
A 4.2.1	Informier et conseiller les RNP sur les possibilités de commandes groupées d'emballages	Les conditions d'approvisionnement en emballage sont améliorées par des opérations tests dans deux (2) pays												MD	RNP ONG Centre Agro Entreprise (Mali) Agro-Africa	1,0	Le choix définitif des pays sera fait en avril	
A 4.2.2	Acquérir et exploiter un logiciel pour l'étiquetage	L'information nutritionnelle par l'étiquetage est améliorée dans deux (2) pays												MD	CDG /CILSS CICC /CILSS Service Informatique du CILSS, RNP	2,5		

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques  Page 12
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A 4.2.3	Organiser une rencontre technique de validation du projet de Plan d'action pour la Gestion de la Qualité des produits transformés	Un consensus sur le Plan d'action entre le CILSS et les autres acteurs est trouvé  Un accord de principe pour la mise en place d'une structure sous-régionale de concertation est trouvé													Diouf	UEMOA ONUDI FAO ONG FERAP	6,0	La rencontre regroupera quelques personnes ressources et partenaires techniques potentiels
A4.3	Appuyer l'organisation professionnelle des acteurs de la transformation																3,8	
A 4.3.1	Appuyer l'organisation de réunions de concertation nationales	Des associations représentatives d'acteurs sont créées ou renforcées dans tous les pays													Diouf	FERAP ONG UDL RNP	3,8	Information et Sensibilisation préalables des intéressés.  La création d'autres associations, en plus de celles qui existent permettra d'avoir une organisation sous-régionale assez représentative



N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A4.4	Contribuer à la diversification et au développement du marché des produits transformés																8	
A 4.4.1	Assurer le suivi des résultats des voyages d'étude	Un comité sous-régional de suivi est fonctionnel. Des relations de partenariat commercial sont établies.													MD	RNP FERAP CONACILSS TMG/USAID CICC	PM	
A 4.4.2	Informier et conseiller les RNP pour la promotion des produits locaux (foires, salons...)	Des nouvelles relations de partenariat sont établies et les produits du Sahel sont mieux connus.													MD	RNP PMP/SA CICC	4,5	
A 4.4.3	Participer à des manifestations sous-régionales ou régionales	Les produits transformés du Sahel sont mieux connus Les réalisations du CILSS sont plus visibles.													RO	CICC SE Diouf	3,5	
<b>Sous-Total (A4)</b>																	<b>67</b>	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à l'amélioration et au renforcement des mécanismes de prévention et capacités de gestion des crises alimentaires au Sahel											Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002			Page 14		
N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A51	Améliorer les outils relatifs à la prévention et la gestion des crises alimentaires															12,725	Recrutement nécessaire d'un 2 <sup>ème</sup> cadre pour l'unité afin de conduire toutes les activités programmées	
A 5.1.1	Organiser les ateliers (2) de validation des études sur les contraintes de sécurité alimentaire, particulièrement dans les zones pastorales (Niger et Mauritanie)	Un répertoire d'indicateurs d'analyse de la vulnérabilité structurelle, particulièrement en zones pastorales est disponible												A.M.K.	PMI/CILSS FEWS, PAM FAO, ONG Association d'éleveurs	2,725		
A 5.1.2	Réaliser deux (2) études (Mali, Tchad) sur les contraintes d'approvisionnement et d'accès des populations dans les zones déficitaires, à partir des excédents nationaux	L'expérience des deux (2) études est disponible pour renforcer les stratégies d'intervention au niveau régional												A.M.K.	PMI/CILSS FEWS, PAM FAO, ONG ONG	10,0	Il sera recruté deux consultants pour mener ensemble l'étude dans les pays	
A 5.1.3	Organiser un atelier régional de traitement et de diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire	Les informations produites par les dispositifs de veille sont mieux diffusées par la presse												Farouk	PMPSA/CILSS PMI/CILSS	PM	L'atelier sera co-financé par le PMP/SA, le PMI et la CICC  Participants : - journalistes - pointS focaux PMP/SA, PMI	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A5.2	Appuyer et renforcer les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires																18,55	
A 5.2.1	Appuyer les dispositifs nationaux dans l'évaluation des catastrophes	Des types d'intervention adéquats sont recommandés dans les zones touchées													A.M.K.	Dispositif PMP/SA FEWS FAO PAM	7,45	Un Appui ponctuel sera apporté aux dispositifs nationaux dans le cadre du suivi des zones vulnérables à la demande des pays
A 5.2.2	Evaluer les besoins d'assistance aux populations vulnérables (récoltes 2001 – 2002) et suivre les zones à risque pendant la soudure 2002	Les programmes d'intervention (aide urgence, ouverture des marchés, petits projets) sont bien définis avec tous les acteurs													A.M.K.	FEWS FAO PAM PMI/CILSS	5,5	
A 5.2.3	Organiser et participer à la réflexion sur l'analyse de la vulnérabilité	Les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables sont harmoniser													A.M.K.	FEWS, FAO, PAM, UE, ONG MIFRAC USAID PMI/CILSS	5,6	L'organisation d'un atelier de transfert aux dispositifs nationaux est prévu suite à la disponibilité de la méthode harmonisée

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A5.3	Animer le dispositif de veille régional																62,15	
A 5.3.1	Organiser trois (3) réunions régionales sur le Suivi / Evaluation de la situation agricole et alimentaire	Des avis sont publiés et diffusés sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel													A.M.K.	Pays PMI/CILSS FAO, FEWS, FEWS, PAM Donateurs CICC, ONG	55,0	
A 5.3.2	Organiser et participer à la réunion annuelle du Réseau de Prévention des crises alimentaires	La coordination entre les acteurs est mieux articulée													SE PMPSA	Club Sahel Partenaires au développement	4,95	
A 5.3.3	Participer aux réunions / séminaires des partenaires	Meilleure coordination avec les partenaires													A.M.K.	PMPSA	2,2	
Sous-Total (A5)																	93,425	
TOTAL GENERAL																	566,625	

## ANNEXE 3 : EVALUATION QUALITATIVE D'IMPACT – PERIODE 1999-2001

LIBELLE DU RESULTAT ATTENDU	ANALYSE DES RESULTATS		IMPACTS	BENEFICIAIRES DES IMPACTS
1. Existent-ils des preuves de résultats du CILSS en matière de réflexion originale, d'élaboration ou d'appui de mise en œuvre de politique de sécurité alimentaire ?	oui	<p>1. Réflexion sur la dimension régionale des PASA nationaux ayant permis de : (i) mieux appréhender les enjeux de la concertation et de la mise en œuvre des PSA, (ii) mesurer l'ampleur des effets des PASA sur le commerce régional des produits alimentaires au plan macro-économique, (iii) analyser l'évolution, avant et après dévaluation du FCFA, des avantages comparatifs, de la compétitivité des produits agricoles et des entraves à leur circulation dans la sous-région</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Bâtir un cadre régional de concertation sur les programmes de réformes nationales ; intégrer la sécurité alimentaire régionale comme un des principes directeurs des PASA nationaux ; développer un cadre stratégique régional de sécurité alimentaire</p>	oui	<p>Meilleure connaissance des liens entre les préoccupations d'ajustement des économies agricoles nationales et les préoccupations d'intégration régionale des économies</p> <p>opérateurs économiques administrations publique partenaires de développement</p> <p><b>Durabilité ?</b> Elaborer et diffuser largement 2 notes didactiques dont 1 pour les opérateurs économiques et l'autre pour les décideurs politiques et les partenaires</p>
		<p>2. Réflexions sur la problématique de réduction des entraves au commerce régional des produits agroalimentaires. Elle ont permis une meilleure connaissance des entraves par les administrations et les partenaires de développement et</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Elaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux et régional de réduction des entraves</p>	oui	<p>Meilleure structuration de la coordination et la concertation dans les sous-espaces définis ; prise de conscience par les tous les acteurs de la nécessité de renforcer la coopération régionale</p> <p><b>Durabilité ?</b> Créer et animer des cadres nationaux de concertation (CNC) ; organiser des rencontres régulières des Ministres en charge de l'agriculture et des ressources animales</p>
		<p>3. Réflexion s sur le processus de rapprochement des politiques agricoles et alimentaires nationales. Elles ont donné un bon éclairage sur le fonctionnement des politiques, leur évolution dans le temps et dans l'espace. Elles ont par ailleurs fourni les moyens de mesure les niveaux de convergence et de divergence des politiques nationales.</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Opérationnaliser le dispositif de suivi et analyse des politiques nationales ; renforcer équipes nationales, grille d'indicateur de suivi, matériel informatique</p>	oui	<p>Création d'une dynamique humaine remarquable ; maturation de la pensée régionale ; cheminement vers des solutions durables.</p> <p><b>Durabilité ?</b> Dynamiser et renforcer les équipes nationales, produire des notes de conjonctures sur les situations nationales, organiser des concertations régulières</p>



		<p>Réaliser des séries de réflexions sur : (1) la problématique « femme et gestion des ressources naturelles » et « crédit/épargne », (2) la maîtrise de l'eau, (3) la promotion des filières agroalimentaires porteuses, (4) la qualité. Elles ont permis au CILSS et aux Etats de mieux connaître et appréhender les conditions d'une croissance durable de la production et de la productivité agricole au Sahel. Elles ont été améliorées la perception des opérateurs économiques sur l'importance de qualité de leurs produits.</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Créer les conditions d'appropriation des résultats par les administrations nationales et les acteurs de la société civile, essentielle pour changer les pratiques actuelles et les comportements vers plus d'efficacité.</p>	oui	Meilleure ciblage des interventions et appui du CILSS en matière de sécurité alimentaire : promotion des échanges, et de développement agricole durable au Sahel, prévention et gestion des crises alimentaires.	<p><b>Durabilité ?</b> Définir et mettre en œuvre un cadre stratégique régional de sécurité alimentaire durable au Sahel</p>
2. Existent-ils des évidences de résultats du CILSS en matière d'appui aux pays dans le domaine de formation et d'information dans le cadre de mise en œuvre de politique de sécurité alimentaire ?	oui	<p><b>1. Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des cadres nationaux de concertation (CNC).</b> Des ateliers de formations ont été tenu ; ils ont permis aux acteurs (administration, opérateurs économiques) de mieux appréhender la notion de CNC, leur bien fondé dans le processus de promotion des échanges régionaux</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Organiser régulièrement des concertations sous-régionale de bilan et mise à niveau</p>	oui	Les plan d'actions nationaux de réductions des entraves aux échanges des CNC sont maintenant bien conçus (bilan, objectifs, stratégie d'intervention, plans d'action, budget, répartition des tâches...)	<p><b>Durabilité ?</b> Former des formateurs nationaux, les doter de moyens pour assister les CNC</p>
		<p><b>2. Organisation de voyages d'études et d'échanges d'expérience des opérateurs économiques du secteur agroalimentaire.</b> Ils ont permis de mettre en contact les opérateurs économiques de pays voisins pour des relations d'affaire. Ils ont aussi donné l'occasion de s'imprégner dans les pays développés des possibilités de modernisation de leurs pratiques</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Multiplier les occasions de rencontres entre les opérateurs économiques</p>	oui	Certains commerçants disposent d'une comptabilité conforme ; ils exigent de plus en plus les contrats pour nouer des affaires ;	<p><b>Durabilité ?</b> Organiser le plus régulièrement des sessions de formation sur les nouvelles techniques d'organisation et gestion des entreprises.</p>

3. Existent-ils des évidences de synergie d'action des différentes composantes du CILSS en matière d'appui aux pays dans le cadre d'exécution de son mandat de mise en œuvre de politique de lutte contre la dégradation des ressources naturelles et l'insécurité alimentaire ?	oui	<p>1. Les travaux sur la maîtrise de l'eau. Le PMPSA et AGROSOC ont conjointement déroulé ce dossier sur la base des mêmes TDR. 5 pays ont été suivi par le PMPSA et 4 pays par AGROSOC. La réunion régionale de restitution a été également organisé conjointement en Mauritanie. Un programme conjoint sur la suite est en cours d'exécution par les 2 PM. Ces travaux ont permis de définir une vision régionale consensuelle et des visions nationales intégrées et spécifiques à l'agriculture sur les prochaines 25 années</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Mettre en œuvre le programme d'action sous-régional élaboré</p>	oui	<p>L'approche du CILSS en la matière intègre la gestion des grands bassins régionaux et la complémentarité avec les pays limitrophes au Nord, au Sud et à l'Est du continent. Le même comportement est attendu des Etats très prochainement</p>	<p><b>Durabilité ?</b> S'insérer dans la dynamique en cours pour le niveau mondial (WATAC et autres)</p>
		<p>2. Les activités de PREGEC. Elles sont exécutées en collaboration étroite avec le PMI du CRA. Elles portent sur le suivi de la campagne agropastorale, le suivi de la situation alimentaire et l'organisation des réunions régionales des dispositifs de veille nationaux et régional</p> <p><b>Comment développer et rendre durable le résultat ?</b> Renforcer les équipes du PMI, du PMPSA et les dispositifs nationaux pour la collecte permanente de données fiables et mettre en place un bilan alimentaire en lieu et place du bilan céréalier</p>	oui	<p>Elaboration des documents de suivi et collecte des données sur la base de méthodologies harmonisées</p> <p>Reconnaissance du CILSS comme pôle d'excellence en la matière dans la sous-région ouest africaine.</p>	<p><b>Durabilité ?</b> Convaincre les pays à inscrire sur les budgets nationaux le financement des systèmes nationaux d'information</p> <p>Améliorer les connaissances sur la vulnérabilité et développer des méthodologies appropriées pour leur évaluation</p>

1. Mettre en place et animer un cadre de concertation technique sous- régionale	Organiser trois rencontres sur le suivi de la campagne et de la situation alimentaire	Trois réunions régionales ont été tenues (mars, juin, septembre). La situation agricole et alimentaire dans le Sahel est connue et diffusée. L'évaluation des besoins d'assistance en faveur des populations vulnérables réalisée.	
2. Mettre en place et animer un cadre de concertation politique sous- régionale	Participation aux réunions/séminaires organisés par les partenaires	L'unité a participé à l'atelier sur l'urgence organisé à Ouaga du 15 au 16 mai 2001 par l'association TOCSIN, et à la formation sur l'analyse des économies alimentaires des ménages organisée à Nouakchott du 1 <sup>er</sup> au 15 avril 2001 par le Few's net.	La coordination des activités avec les partenaires s'est améliorée.
<b>A24</b> Suivre l'application de la charte de l'aide alimentaire au niveau des pays			
1. Vulgariser la charte de l'aide alimentaire	Organiser un panel sur la charte de l'aide alimentaire	Non réalisée	L'unité a déjà reçu les propositions de la Cellule de communication. Faute de financement l'activité n'a pas été réalisée.